



RAPPORT FINANCIER 2008

SOMMAIRE

Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 29 avril 2009	3
Etats Financiers consolidés au 31 décembre 2008	12
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	52
Comptes sociaux exercice 2008	54
Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	71
Attestation du Directeur Financier	73

1. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 29 AVRIL 2009

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale à titre Ordinaire, pour vous rendre compte de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2008 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice, comptes Société Mère et comptes consolidés.

Lors de l'Assemblée, vous entendrez la lecture des rapports sur les comptes de l'exercice 2008 de Monsieur Didier THIBAUT de MENONVILLE, représentant le Cabinet KPMG SA et Monsieur Olivier THIBAUT, représentant le Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit, Commissaires aux Comptes Titulaires.

Les rapports des Commissaires aux Comptes, le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

1. Activité de la société et de ses filiales et sociétés contrôlées

La conjoncture économique et financière extraordinaire, dégradée en 2008, a entraîné un net recul de nos résultats.

Outre les conséquences de la crise globale qui touche tous les acteurs économiques, BONGRAIN SA a été affecté par une évolution atypique des marchés de matières premières, entraînant, compte tenu des spécificités de l'économie laitière française, tout à la fois une forte hausse de nos coûts d'approvisionnement et la chute continue des valorisations de nos produits industriels, exposés à une volatilité nouvelle.

Face à ces circonstances exceptionnelles, BONGRAIN SA a accéléré les actions entreprises pour améliorer sa performance économique et s'adapter aux évolutions de l'environnement. Les plans de compétitivité engagés ont été amplifiés. Les allocations ont été décidées de façon encore plus sélective pour focaliser les ressources sur les domaines les plus porteurs. Face à l'intensité des turbulences rencontrées dans notre secteur, ces mesures ne pouvaient pas permettre de compenser totalement la baisse du résultat de l'année, mais elles ont permis de consolider la position stratégique des marques majeures.

NORMES COMPTABLES

Les comptes consolidés de BONGRAIN SA ont été établis en appliquant les normes IFRS. Il n'y a pas d'évolution particulière cette année dans l'évolution des normes comptables appliquées.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation a évolué du fait des opérations suivantes :

- En **France**, création de la société « Compagnie des Fromages & RichesMonts », issue de la fusion de « La Compagnie des Fromages », détenue par BONGRAIN SA, avec la société « RichesMonts » détenue par Sodiaal. Cette fusion a pris effet au 1^{er} janvier 2008. Cette société est détenue à parité avec le Groupe Sodiaal et est consolidée dans les comptes de BONGRAIN SA par intégration proportionnelle à 50 %.
- En **France**, acquisition de la société Fromapac consolidée en intégration globale.
- En **Serbie** acquisition de la société Kikindska consolidée en intégration globale.

ACTIVITE & RESULTAT

Au 31 décembre 2008, le chiffre d'affaires de BONGRAIN SA s'établit à **3 555,1 millions d'euros** contre **3 419,1 millions d'euros** pour la même période de l'année précédente soit une évolution de + 4,0 %.

Celle-ci provient de la croissance interne pour + 1,8 %, d'un effet de structure de + 2,9 % et d'un effet de change défavorable de - 0,7 %.

Cette progression du chiffre d'affaires est notamment liée aux hausses de tarifs rendues nécessaires par la hausse du coût des matières premières sur les 9 premiers mois de l'année. Conjuguée avec l'amplification de la crise économique sur la plupart des marchés, ces hausses ont pu pénaliser l'évolution des volumes des marchés les plus fragiles.

La part du chiffre d'affaires réalisé hors de France passe de 66,1 % en 2007 à 64,9 % en 2008.

Le résultat opérationnel courant est en recul de 43,3 % par rapport à 2007. Il s'élève à **86,5 millions d'euros**. La marge opérationnelle courante est de 2,4 %. Elle s'élevait à 4,5 % du chiffre d'affaires en 2007. Cette évolution défavorable résulte :

- de la hausse des coûts d'achats des matières premières ;
- de la forte baisse de valorisation des produits industriels.

Des efforts importants ont été entrepris pour compenser ces effets négatifs :

- par la négociation de hausses de tarifs, malgré les réticences des clients distributeurs ;
- par l'accélération des plans de compétitivité.

Ces mesures n'ont cependant pas suffi à compenser les effets de la dégradation de l'économie laitière, qu'accompagnait pendant tout une partie de l'année 2008 une forte inflation de nombreux postes de charges, ce phénomène ayant tendance à s'infléchir en fin d'année.

Le résultat opérationnel courant des « Produits Fromagers » est en retrait de 30 % par rapport à 2007.

Le taux de marge opérationnelle courante de ce secteur d'activité passe de 5,1 % à 3,3 %.

Le résultat opérationnel courant des « Autres Produits Laitiers » est en recul de 69,3 % et la marge opérationnelle du secteur est passée de 4,6 % en 2007 à 1,4 % en 2008.

Activités fromagères :

Le chiffre d'affaires des activités fromagères progresse de 6,8 % par rapport à 2007, à **2 356,2 millions d'euros**, soit 66,3 % du chiffre d'affaires total de BONGRAIN SA. Cette part relative était de 64,6 % en 2007.

La progression du chiffre d'affaires est principalement due aux hausses de tarifs rendues nécessaires pour compenser la hausse du coût des matières premières. L'orientation des volumes est légèrement défavorable, en raison du recul de certains pays très exposés à la crise économique.

L'effet de croissance s'élève à 4,8 %. L'effet de change est défavorable à hauteur de 0,6 %, et l'effet de structure favorable de 4,2 % en raison de l'entrée de la Compagnie des Fromages & RichesMonts.

En **France**, l'évolution du chiffre d'affaires est très positive, les hausses de tarif passées en toute fin d'année 2007 ayant eu un effet report sur la majeure partie de l'année 2008. Les volumes ont au total bien résisté à cette évolution, en particulier les marques majeures dont certaines sont en évolution favorable et ont gagné des parts de marché.

Sur les autres pays d'**Europe de l'Ouest**, le chiffre d'affaires est également en croissance avec un effet prix très positif. Les situations en volumes sont très contrastées, entre l'Allemagne où le Groupe a conforté ses positions avec un très bon comportement des marques stratégiques, et l'Espagne, pays très touché par le retournement de conjoncture économique.

Le chiffre d'affaires en **Europe Centrale et Orientale** est en recul à taux de change et périmètre constant en raison des difficultés rencontrées sur plusieurs grands marchés heurtés de plein fouet par la crise économique.

Le chiffre d'affaires est en progression à l'**International**, avec une contribution très positive de l'Amérique du Sud en volumes et en prix.

Le résultat opérationnel courant ressort à 78,4 millions d'euros, en recul de 30,1 % par rapport à 2007, avec un taux de marge opérationnelle de 3,3 %. Ce recul du résultat opérationnel courant provient de la baisse des volumes de certains marchés, de l'impact des variations de taux de change sur certains marchés d'exportation, ainsi que de la forte baisse de rentabilité des co-produits industriels liés à cette activité.

Cependant les marques stratégiques du Groupe se sont bien comportées sur les grands marchés que sont la France, l'Allemagne, le Brésil et les différents pays d'Europe de l'Ouest à l'exception de l'Espagne.

Autres produits laitiers :

Le chiffre d'affaires des autres produits laitiers ressort à **1 190,1 millions d'euros**, en recul de 1,4 % par rapport à 2007. L'effet de change est défavorable de 0,9 % sur l'exercice. L'effet de croissance est négatif à - 3,3 %. Il résulte de la dégradation des marchés des produits industriels, tant en prix qu'en volumes. Les prix ont pu être préservés en début d'année grâce aux contrats signés en 2007, mais cette situation n'a pas pu se prolonger au-delà du premier semestre. De plus les ventes à la grande exportation ont été pénalisées par le niveau élevé de l'euro par rapport au dollar, en particulier les ventes de beurres industriels. Sur les produits de grande

consommation (beurre et crème), l'évolution du chiffre d'affaires reste positive, avec un effet prix positif et un effet volume en légère progression.

Le résultat opérationnel courant des « Autres produits laitiers » ressort à 16,9 millions d'euros contre 55,2 millions d'euros en 2007, soit un repli de 69,4 % par rapport à 2007. À une année exceptionnellement favorable sur les cotations de produits industriels en 2007, liée à une forte demande internationale, a succédé une année exceptionnellement défavorable où les cotations de certains produits ont atteint des niveaux de prix inédits depuis plus de 10 ans. La dérégulation quasi-totale après des années d'encadrement par la politique agricole commune européenne a exposé ces marchés à l'évolution des cotations mondiales, beaucoup plus volatiles que ce que connaissait le marché européen.

Éléments non affectés aux activités :

Le résultat opérationnel courant des éléments non affectés s'élève à - 8,8 millions d'euros (2007 : - 14,6 millions d'euros). Ils représentent principalement les charges des sociétés holdings.

Les **éléments non récurrents** représentent - 12,2 millions d'euros, contre - 70,6 millions d'euros en 2007.

Les principaux éléments non récurrents concernent des **charges et provisions de restructuration** pour - 9,9 millions d'euros, reflétant essentiellement des plans de rationalisation des organisations industrielles et commerciales.

Le résultat opérationnel s'élève à 74,3 millions d'euros, en baisse de 9,5 % par rapport à 2007.

Les **charges financières nettes** de BONGRAIN SA ressortent à - 34,6 millions d'euros pour l'année 2008, comparées à - 11,2 millions d'euros pour l'année 2007. Cette évolution défavorable résulte des conséquences de la crise financière mondiale, avec une hausse du coût des financements, ainsi que l'effet de l'application des normes IFRS 32 & 39 sur la valorisation des instruments financiers.

La **quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence** ressort à 11,4 millions d'euros, en amélioration de 8,8 millions d'euros par rapport à 2007, grâce à la progression du résultat de la société CAPSA en Espagne.

L'impôt sur les sociétés s'élève à 11,3 millions d'euros, soit une augmentation 5,6 millions d'euros par rapport à 2007. Le taux effectif ressort à 22,2 % contre 7,8 % en 2007. Le taux 2007 était impacté par des éléments de résultat non imposables et à la reprise de provisions sur actifs d'impôts différés.

Le résultat net des activités poursuivies s'établit à 39,8 millions d'euros, à comparer à 67,8 millions d'euros en 2007.

Le résultat net des activités cédées, en cours de cession ou abandonnées s'établit à - 1,8 million d'euros contre 100,8 millions d'euros en 2007. Ce résultat inclut le solde des charges relatives à l'arrêt de l'activité d'élevage de veaux, effectif en 2008.

Le résultat de l'exercice pour BONGRAIN SA s'établit à 38 millions d'euros. Il était de 168,6 millions d'euros en 2007, résultat incluant l'effet de la cession de l'Activité Gastronomie.

EFFECTIFS

Les effectifs 2008 comprennent les effectifs de la nouvelle société « Compagnie des Fromages & RichesMonts » à hauteur de 50 %.

Les **effectifs moyens totaux**, y compris les intérimaires, des sociétés intégrées globalement représentent 17 694 collaboratrices et collaborateurs en 2008 contre 18 534 collaboratrices et collaborateurs en 2007, en baisse de 4,5 % par rapport à 2007 (dont - 3,2 % liés aux changements de périmètre).

Les **effectifs moyens des activités poursuivies s'élèvent à 17 654 collaboratrices et collaborateurs en 2008 contre 17 601 collaboratrices et collaborateurs en 2007**, en hausse de 0,3 % par rapport à 2007 (dont - 1,4 % liés aux changements de périmètre). Ils se répartissent entre :

- produits fromagers pour 83 % ;
- autres produits laitiers pour 13,5 % ;
- effectifs non affectés pour 3,5 %.

INVESTISSEMENTS

Les **investissements corporels & incorporels** de BONGRAIN SA ont été réduits en 2008 de 7 % par rapport à 2007, leur montant s'élève à 105,9 millions d'euros en 2008, par rapport à un montant de 113,9 millions d'euros en 2007.

Par secteur d'activité, les investissements se répartissent de la façon suivante :

- produits fromagers pour 73,4 % ;
- autres produits laitiers pour 18,3 % ;
- autres non affectés pour 8,3 %.

Les **acquisitions** s'élèvent à 20,9 millions d'euros. Elles comprennent notamment des prises de participation minoritaires et l'accroissement du pourcentage de détention de certaines filiales.

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

BONGRAIN SA a choisi de ne pas diminuer les efforts dans le domaine de la recherche et du développement malgré la difficulté du contexte économique, l'innovation constituant plus que jamais l'un des facteurs clés de réussite.

Les axes de recherche prioritaires restent inchangés autour de la nutrition, de l'alimentation équilibrée et de toutes les formes de praticité.

Les opérations de développement demeurent décentralisées dans le cadre des organisations de productions locales afin de s'adapter aux besoins spécifiques des marchés.

Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées, pour leur totalité, dans les comptes de charges par nature concernés.

SITUATION FINANCIERE

Le **bilan** du groupe reflète une situation financière toujours satisfaisante.

Les **fonds propres**, à **1 090,5 millions d'euros**, baissent de 12,1 millions d'euros, du fait des effets conjugués du rachat d'actions propres, des couvertures de flux futurs de trésorerie et du dividende payé, partiellement compensé par le résultat de l'année.

L'**endettement net**, à **375 millions d'euros**, est en hausse de 27,8 millions d'euros. Il représente **34,4 % des capitaux propres**, contre 31,5 % au 31 décembre 2007.

Les ratios financiers imposés par les covenants sont respectés.

BONGRAIN SA ne présente pas d'exposition significative aux risques des marchés financiers.

Les risques de change sont, comme par le passé, limités par la politique d'implantation d'unités de production sur les marchés de commercialisation. Les risques de taux sont, en permanence, gérés dans le cadre d'une politique de couverture prudente.

ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L' EXERCICE

Aucun événement d'importance significative n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

PERSPECTIVES

Le contexte économique connu en 2008 avec une forte augmentation des volatilités sur un fond de récession économique marque encore l'année 2009. L'élaboration de prévisions dans cet environnement est extrêmement difficile, d'autant plus qu'en France, les nouvelles modalités de fixation du prix du lait ne sont pas encore connues. L'enjeu majeur est de donner au Groupe les moyens de s'adapter à ces nouvelles conditions de marché. Pour BONGRAIN, cela signifie tout à la fois capitaliser sur la force de ses marques stratégiques, et continuer la mise en œuvre très active des plans de compétitivité permettant de limiter l'exposition du Groupe aux principaux facteurs de risque.

Société mère

En 2008, les comptes de votre société ont été établis en utilisant les mêmes principes et méthodes comptables qu'en 2007.

ACTIVITES ET RESULTATS

Les produits d'exploitation de l'exercice 2008, comprenant les loyers et les redevances de propriété industrielle et incorporelle versés par vos filiales, se sont élevés à 51,1 millions d'euros contre 47,6 millions d'euros en 2007.

Les charges d'exploitation de l'exercice 2008 se sont élevées à 31,9 millions d'euros contre 35,7 millions d'euros en 2007. La principale source de réduction provient des honoraires payés en 2007 dans le cadre de la cession de BONGRAIN GASTRONOMIE.

Le résultat financier est négatif de 11,3 millions d'euros alors qu'il était positif de 46,7 millions d'euros en 2007. Cette diminution s'explique par le montant des dividendes perçus, l'ajustement des provisions sur titres et les produits de placements constatés en 2007.

Le résultat exceptionnel est négatif de 0,1 million d'euros contre un résultat positif de 72,7 millions d'euros en 2007. Cette forte variation résulte des produits de cession de titres de participations constatés sur 2007.

Le poste impôts sur les bénéfices est impacté par le régime de l'intégration fiscale. Ce régime permet de compenser les profits taxables avec les pertes fiscales de vos filiales françaises. La prise en compte des effets positifs des pertes fiscales a conduit votre société à la constatation d'un produit net d'impôt de 11,7 millions d'euros.

Le bénéfice net comptable, après prise en compte des amortissements et de l'effet des provisions représente un montant de 17,5 millions d'euros contre 138,9 millions d'euros en 2007.

Au cours de l'exercice, les investissements corporels et incorporels se sont élevés à 3,9 millions d'euros contre 4,8 millions d'euros en 2007.

L'augmentation des immobilisations financières de 845 millions d'euros à 1 041 millions d'euros résulte principalement de l'augmentation de capital réalisée chez Eurexpan BV pour 250 millions d'euros et par le remboursement d'un prêt de 50 millions d'euros accordé antérieurement à une filiale.

Comme par le passé, le portefeuille de valeurs mobilières de placement, d'un montant de 110,9 millions d'euros représente un placement de liquidité.

En ce début d'année, les premiers mois d'activité n'appellent pas de commentaires particuliers.

AFFECTATION DU RESULTAT

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2008 qui se monte à **17 484 124,29 euros**, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 299 333 473 euros ⁽¹⁾ constitue un montant disponible de **316 817 597,29 euros**, en totalité en report à nouveau qui sera ainsi porté à **316 817 597,29 euros**.

Pour satisfaire aux prescriptions légales, il est rappelé que les dividendes versés aux actionnaires au titre des trois derniers exercices s'établissent comme suit :

Versé en	Au titre de l'exercice	Nombre d'actions	Dividende Total	Dividende net par action	Réfaction
2006	2005 ⁽¹⁾	15 432 216	20 906 312 €	1,40 €	40 %
2007	2006 ⁽²⁾	15 432 216	23 895 328 €	1,60 €	40 %
2008	2007 ⁽³⁾	15 432 216	25 396 636 €	1,70 €	40 %
2009	2008 ⁽⁴⁾	15 432 216	0 €	0 €	-

(1) dont 499 136 actions ne bénéficient pas du dividende 2005

(2) dont 497 636 actions ne bénéficient pas du dividende 2006

(3) dont 493 179 actions ne bénéficient pas du dividende 2007

(4) proposition.

Nous vous informons qu'il n'y a pas eu en 2008 de dépenses somptuaires au sens de l'article 223 quater du Code Général des Impôts.

2. Informations concernant le capital

CAPITAL SOCIAL

Au 31/12/2008	capital %	Nb d'actions	Nb droits de vote bruts ⁽⁴⁾	Droits de vote bruts %	Nb droits de vote nets ⁽⁵⁾	Droits de vote nets %
Soparind SCA ⁽¹⁾	60,53 %	9 341 817	18 634 097	75,33 %	18 634 097	80,00 %
FCPE ⁽²⁾	1,09 %	167 456	167 456	0,68 %	167 456	0,72 %
auto détention ⁽³⁾	4,89 %	754 653	754 653	3,05 %	-	-
public	33,49 %	5 168 290	5 179 108	20,94 %	4 491 586	19,28 %
TOTAL	100 %	15 432 216	24 735 314	100 %	23 293 139	100 %

(1) directement et indirectement

(2) personnels de BONGRAIN SA et des Sociétés qui lui sont liées au sens de l'alinéa 2 de l'article L. 444-3 du code du travail, détenant des actions BONGRAIN SA, dans le cadre de Fonds Commun de Placement d'Entreprise

(3) y compris contrat de liquidité

(4) tenant compte des actions privées de droit de vote

(5) excluant les actions privées de droit de vote

Par ailleurs, nous vous informons que les sociétés Odey Asset Management (GB) et Northern Trust CY (GB) détiennent respectivement 8,12 % et 6,35 % du capital de votre Société au 18 février 2009, date du dernier relevé Titre au Porteur Identifié.

Conformément aux résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Mixte du 27 avril 2000, le capital de votre Société est exprimé en euros et le nominal de chacune des 15 432 216 actions qui composent le capital est de 1 euro.

⁽¹⁾ Le report à nouveau mentionné à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2008 a été impacté du montant correspondant au dividende non versé sur les actions propres détenues par la société au jour de la mise en paiement du dividende.

Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat (réf. : article L. 225-100-3 du Code de Commerce)

- La structure du capital social au 18 février 2009, date du dernier relevé Titre au Porteur Identifié :
 - Titres au nominatif = 10 002 654 représentant 18 825 116 droits de vote nets,
 - Titres au porteur = 5 429 562 représentant 4 463 360 droits de vote nets.
- Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions :
 - Les actionnaires doivent déclarer à la société les franchissements de seuil, à la hausse ou à la baisse, de 1 % du capital social ainsi que tous les multiples de ce pourcentage jusqu'au seuil de 34 % dans les 15 jours de l'inscription en compte des titres à peine d'être privés du droit de vote dans les conditions prévues à l'article L. 233-14 du code de commerce,
 - Un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.
- Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 (relatifs en particulier aux déclarations de franchissements de seuils) :
 - Participation détenue par SOPARIND SCA directement ou indirectement, au 18 février 2009 = 60,53 % du capital (soit 75,33 % en droits de votes bruts (tenant compte des actions privées de droit de vote) et 80,01 % en droits de votes nets (excluant les actions privées de droit de vote),
 - Par ailleurs, les sociétés Odey Asset Management et Northern Trust détiennent respectivement 8,12 % et 6,35 % du capital de BONGRAIN SA au 18 février 2009.
- La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci (résultant notamment des actions de préférence) :
 - AUCUN.
- les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier (cas par exemple des FCPE) :
 - AUCUN.
- Les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions ou à l'exercice des droits de vote (pacte d'actionnaires) :
 - En cas de vente d'actions issues de l'exercice de stock-options, existence d'un droit de préemption au bénéfice de BONGRAIN SA pour le rachat de ses propres actions.
- Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration ainsi qu'à la modification des Statuts de la Société :
 - les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle pour des mandats d'une durée de 1 an, renouvelables. La composition du Conseil d'Administration vise à refléter l'internationalisation du Groupe, et comprend six Administrateurs indépendants, en application des principes de bonne Gouvernance d'Entreprise,
 - la modification des statuts s'effectue aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi en matière d'Assemblée Extraordinaire.
- Les pouvoirs du Conseil d'Administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions :
 - Délégations de compétences conférées par l'Assemblée Générale Ordinaire et/ou Extraordinaire au Conseil d'Administration pour :
 - *augmenter en une ou plusieurs fois le capital en numéraire ou par incorporation de réserves,*
 - *le rachat d'actions de la Société à concurrence de 10 % maximum du capital social,*
 - *l'augmentation du capital en faveur des salariés à concurrence de 3 % maximum dudit capital.*
- Les accords conclus par la Société qui seraient modifiés ou prendraient fin en cas de changement de contrôle de la Société :
 - Emprunt syndiqué / placement privé.
- Les accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique (en particulier, indemnités de départ et golden parachutes) :
 - AUCUN.

Négociations d'actions en Bourse par la société de ses propres actions

L'assemblée générale ordinaire du 29 avril 2008, agissant dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 225-209 du Code de Commerce, a autorisé la société à racheter en bourse ses propres actions en vue de l'exercice de plans d'options d'achat et/ou de souscription d'actions, par les cadres dirigeants et/ou mandataires sociaux et/ou salariés de la Société ou des Sociétés affiliées, ou l'attribution gratuite aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou des Sociétés affiliées.

Prix maximum d'achat : 140 euros par action.

Nombre d'actions à acquérir : à concurrence de 10 % maximum du nombre d'actions composant le capital social.

À ce titre, et au cours de l'exercice :

- 1) S'agissant des programmes d'options d'achat d'actions consentis aux cadres dirigeants et/ou aux mandataires sociaux et/ou aux salariés de la Société ou des Sociétés affiliées :
 - il n'a été acheté aucune action ;
 - il a été cédé 3 000 actions au cours moyen de 38,71 euros ;
 - le montant des frais de négociation est nul, s'agissant de servir des levées d'options d'achat d'actions.
- 2) S'agissant de l'animation du marché des titres de la société, la société a mis en place un contrat de liquidité. Dans le cadre de ce contrat de liquidité :
 - 110 443 actions ont été achetées au cours moyen de 56,25 euros ;
 - 96 558 actions ont été vendues au cours moyen de 56,37 euros ;
 - le montant des frais de négociation s'est élevé à 35 000 euros.

Par ailleurs, nous vous indiquons que 44 000 actions destinées à la conservation pour remise ultérieure dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ont été réallouées en couverture des plans d'option d'achat d'actions.

Au 31 décembre 2008, votre Société détient 754 653 de ses propres actions représentant 4,89 % du capital, pour une valeur d'achat de 32 063 401 euros, ce qui représente une valeur nominale de 754 653 euros.

Néanmoins, et pour tenir compte des rachats d'actions exercées depuis le 1^{er} janvier 2009, jusqu'au 18 février 2009, il est précisé que votre Société détient 759 316 actions représentant 4,92 % du capital, pour une valeur d'achat de 32 283 742 euros, ce qui représente une valeur nominale de 759 316 euros.

Rémunération des dirigeants

Les modalités de rémunération des dirigeants sont explicitées dans le rapport du Président sur l'organisation des travaux du Conseil et les procédures de contrôle interne. Les informations relatives à l'attribution des stock-options attribuées au cours de l'exercice 2008 figurent en annexe 7.

3. Autres sujets soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire

En sus des points ci-dessus évoqués visant l'approbation des comptes, l'affectation du résultat au report à nouveau, les projets de résolutions ci-après sont soumis au vote de l'Assemblée des actionnaires, dans sa partie ordinaire.

Composition du Conseil d'Administration

Il est demandé à l'Assemblée des actionnaires de renouveler le mandat de chacun des Administrateurs sortants suivants et ce pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 :

- Monsieur Alex BONGRAIN
- Monsieur Armand BONGRAIN
- Madame Dominique DAMON
- Monsieur Michel GODET
- Monsieur Bernard HOULOT
- Madame Elisabeth LULIN
- Monsieur Xavier PAUL-RENARD
- Monsieur Jürgen REIMNITZ
- Monsieur Georges ROBIN
- Monsieur Jean-Hugues VADOT

Monsieur Jacques GAIRARD n'ayant pas souhaité être renouvelé dans ses fonctions d'Administrateur, il est demandé à l'Assemblée des actionnaires de nommer en remplacement Monsieur Ignacio OSBORNE pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Monsieur OSBORNE, âgé de 55 ans, est de nationalité espagnole. Après avoir travaillé pendant 18 ans dans l'industrie pétrolière (en Norvège) puis dans une société spécialisée dans la construction et l'exploitation d'usines d'extraction et de métallurgie (en Espagne), il rejoint en 1993 le groupe Osborne. Il est, depuis 1996, Directeur Général et Administrateur de ce groupe espagnol spécialisé dans la fabrication et la distribution de vins et de spiritueux.

Monsieur OSBORNE est par ailleurs membre du Conseil de Surveillance de Rabobank et membre du consulting board de Banco Sabadell d'Andalousie.

Expiration des mandats d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant

Les mandats du Commissaire aux Comptes titulaire PricewaterhouseCoopers Audit et du Commissaire aux Comptes suppléant Monsieur Pierre COLL arrivant à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale Ordinaire, il est proposé à l'Assemblée des actionnaires de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Monsieur Christian PERRIER, et de nommer Monsieur Yves NICOLAS en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant, pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Rachat par la Société de ses propres actions

Le Conseil d'Administration sollicite la reconduction pour 18 mois de l'autorisation précédemment donnée au Conseil par l'Assemblée d'avril 2008 pour que la Société puisse procéder au rachat de ses propres actions, et ce à concurrence de 10 % maximum du capital social de la Société au jour du rachat, compte tenu des rachats effectués au cours des exercices antérieurs.

Ces rachats pourront être effectués pour les objectifs ci-après, conformément à la réglementation en vigueur :

- l'attribution de ces actions aux cadres dirigeants et/ou aux mandataires sociaux et/ou salariés de la Société ou des Sociétés affiliées dans le cadre de plans d'option d'achat d'actions, ou l'attribution d'actions gratuites aux salariés et/ou mandataires sociaux de la société ou des sociétés affiliées ;
- la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- l'annulation de tout ou partie de ces actions ;
- l'animation du marché des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (Ex. Association Française des Entreprises d'Investissement) ;
- la conservation de ces actions et leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe.

Il est proposé que le montant maximum des fonds consacrés à ce programme de rachat soit de 216 050 940 euros, le prix maximum d'achat des actions ne devant pas être supérieur à 140 euros par action.

Les projets de résolutions qui vous sont soumis, sont rappelés dans les principaux points de ce rapport. Nous vous remercions de la confiance que vous voudrez bien nous témoigner, en approuvant l'ensemble des résolutions soumises à votre vote.

Le Conseil d'Administration

TABLEAU DES DELEGATIONS DE COMPETENCES CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR AUGMENTER LE CAPITAL

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 29 AVRIL 2009

Décisions	Opérations	Durée	Observations
AGE du 29/04/2008 = 1^{re} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire	Augmentation de capital Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en numéraire ou par compensation de créances, par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières à concurrence de 5 000 000 €, sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	26 mois	Pas d'utilisation en 2008 Expire en juin 2010
AGE du 29/04/08 = 2^e résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire	Augmentation de capital réservée aux salariés Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en faveur des salariés pour un montant maximum de 3 % du capital soit 462 966 €	26 mois	Pas d'utilisation en 2008 Expire en juin 2010
AGE du 25/04/07 = 3^e résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire	Augmentation de capital en rémunération d'apports de titres Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10 %, pour rémunérer des apports de titres	24 mois	Pas d'utilisation en 2008 Expire en avril 2009
AGE du 26/04/2006 = 1^{re} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire	Options de souscription ou d'achat d'actions Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour consentir des options de souscription ou d'achat d'actions, à concurrence de 200 000 options maximum, avec renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre	38 mois	Pas d'utilisation en 2008 Expire en juin 2009

3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 Décembre 2008

Compte de résultat consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercices se terminant le :	
		31/12/2008	31/12/2007
CHIFFRE D'AFFAIRES	2	3 555 066	3 419 111
Consommations externes	3	- 2 347 727	- 2 167 088
Frais de personnel	4	- 642 143	- 624 374
Dotations aux amortissements et provisions		- 102 402	- 94 374
Autres charges d'exploitation	5	- 376 256	- 380 570
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		86 538	152 705
Autres charges opérationnelles	6	- 36 460	- 134 755
Autres produits opérationnels	6	24 235	64 199
RESULTAT OPERATIONNEL		74 313	82 149
Charges financières	7	- 58 743	- 53 586
Produits financiers	7	24 132	42 336
Quote-part de résultat des entreprises associées	8	11 434	2 603
RESULTAT AVANT IMPOTS		51 136	73 502
Impôts sur les résultats	9	- 11 349	- 5 711
Résultat net des activités poursuivies		39 787	67 791
Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession	1.2	- 1 832	100 840
RESULTAT DE L'EXERCICE		37 955	168 631
Part revenant aux actionnaires de la société mère		37 974	161 655
Intérêts minoritaires		- 19	6 976
RESULTAT PAR ACTION	10		
<i>Part du groupe :</i>			
- de base		2,60	10,79
- dilué		2,57	10,69
<i>Des activités poursuivies :</i>			
- de base		2,70	4,08
- dilué		2,67	4,04
<i>Des activités abandonnées ou en cours de cession :</i>			
- de base		- 0,10	6,71
- dilué		- 0,10	6,65

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilan consolidé

BILAN ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Immobilisations incorporelles	11	337 028	305 196
Immobilisations corporelles	12	694 169	693 252
Autres actifs financiers	13	37 128	48 564
Participations dans les entreprises associées	14	117 218	93 737
Instruments financiers dérivés non courants	18	2 916	17 341
Actifs d'impôts différés	15	76 802	54 221
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		1 265 261	1 212 311
Stocks et en-cours	16	334 423	341 355
Clients et autres créances	17	713 581	737 095
Créances d'impôts		10 887	12 281
Instruments financiers dérivés	18	12 932	7 789
Autres actifs financiers courants	19	16 363	26 904
Trésorerie et équivalents trésorerie	20	497 514	429 665
Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession	1.2	332	547
TOTAL ACTIFS COURANTS		1 586 032	1 555 636
ACTIFS		2 851 293	2 767 947

BILAN PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Capital apporté		61 397	74 363
Autres réserves		- 11 075	- 1 750
Résultats non distribués		937 009	924 432
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		987 331	997 045
Intérêts minoritaires		103 197	105 537
Capitaux propres de l'ensemble	21	1 090 528	1 102 582
Provisions	22	54 837	60 939
Emprunts et dettes financières non courants	23	661 260	420 212
Autres passifs non courants	24	897	84
Instruments financiers dérivés non courants	26	5 115	6 806
Passifs d'impôts différés	15	98 490	77 171
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		820 599	565 212
Fournisseurs et autres créditeurs	25	694 377	708 964
Impôts sur les résultats à payer		4 054	3 694
Instruments financiers dérivés	26	13 684	3 245
Emprunts et concours bancaires	23	227 617	383 542
Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession	1.2	434	708
TOTAL PASSIFS COURANTS		940 166	1 100 153
PASSIFS		1 760 765	1 665 365
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		2 851 293	2 767 947

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercices se terminant le :	
		31/12/2008	31/12/2007
Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession		- 1 832	100 840
Résultat net des activités poursuivies		39 787	67 791
Impôts sur les bénéfices		11 349	5 711
Amortissements et provisions		102 402	94 374
Plus ou moins values de cession		505	666
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		- 11 434	- 2 603
Charges financières nettes		24 841	16 483
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie		- 367	65 897
Marge brute opérationnelle		167 083	248 319
Intérêts financiers payés		- 53 579	- 53 202
Intérêts financiers reçus		28 632	36 608
Impôts sur les résultats payés		- 12 353	- 24 743
Variation du BFR	27	19 124	- 76 537
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies		148 907	130 445
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées ou en cours de cession		- 9 689	- 1 847
FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'EXPLOITATION		139 218	128 598
Acquisitions de filiales et d'intérêts minoritaires		- 20 924	- 34 597
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		- 105 902	- 113 874
Produits résultant de cession		13 475	8 522
Acquisition d'actifs financiers et variations des autres actifs financiers courants		7 254	124 550
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		840	2 154
Flux nets provenant des investissements des activités poursuivies		- 105 257	- 13 245
Flux nets provenant des investissements des activités abandonnées ou en cours de cession		1 039	120 575
FLUX NETS DE TRESORERIE UTILISES POUR LES INVESTISSEMENTS		- 104 218	107 330
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Levée d'options d'achat			1 782
Rachat d'actions propres		- 12 599	
Augmentation de capital reçue d'actionnaires minoritaires		5 771	5 378
Émission d'emprunts		251 892	11 935
Remboursement d'emprunts		- 209 940	- 215 229
Dividendes versés		- 27 943	- 25 698
Flux nets provenant du financement des activités poursuivies		7 181	- 221 831
Flux nets provenant du financement des activités abandonnées ou en cours de cession		0	46
FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES DANS LES ACTIVITES DE FINANCEMENT		7 181	- 221 785
Augmentation /diminution de la trésorerie		42 181	14 143
Incidences des variations de change		1 704	- 8 913
Reclassement de trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession		189	- 44
TRESORERIE A L'OUVERTURE	28	340 284	335 098
TRESORERIE A LA CLOTURE	28	384 358	340 284

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau des variations de capitaux propres consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société				Capitaux propres de l'ensemble consolidé
	Capital apporté (note 21)	Autres réserves (note 21)	Résultats non distribués	Intérêts minoritaires	
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE AU 01/01/2007	70 536	13 874	789 060	108 461	981 931
Dividendes distribués			- 23 900	- 1 800	- 25 700
Profits/pertes de juste valeur de l'exercice nets d'impôts :					
- Actifs financiers disponibles à la vente		506			506
- Couvertures de flux futurs de trésorerie		392	147	1	540
- Transfert parts minoritaires					0
- Annulation de créances			- 2 550		- 2 550
- Différence de conversion		- 16 482		- 3 586	- 20 068
Profit(charge) net(te) comptabilisé(e) directement en capitaux propres		- 15 584	- 2 403	- 3 585	- 21 572
RESULTAT DE L'EXERCICE 2007			161 655	6 976	168 631
TOTAL DES PRODUITS COMPTABILISES EN 2007		- 15 584	159 252	3 391	147 059
Plans d'options d'achats d'actions :					
- Valeur des services rendus	2 025				2 025
- Cession d'actions propres	1 802	- 20			1 782
Actions propres rachetées					
Augmentation de capital				5 378	5 378
Composante capitaux propres d'emprunts convertibles					
Effets de variations de périmètre :					
- Rachat de minoritaires				- 10 062	- 10 062
- Augmentation suite à regroupement d'entreprises		- 20	20	169	169
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2007	74 363	- 1 750	924 432	105 537	1 102 582
Dividendes distribués			- 25 397	- 2 546	- 27 943
Profits/pertes de juste valeur de l'exercice nets d'impôts :					
- Actifs financiers disponibles à la vente		- 47			- 47
- Couvertures de flux futurs de trésorerie		- 7 695		- 507	- 8 202
- Transfert parts minoritaires					
- Différence de conversion		- 1 583		2 043	460
Profit(charge) net(te) comptabilisé(e) directement en capitaux propres		- 9 325		1 536	- 7 789
RESULTAT DE L'EXERCICE 2008			37 974	- 19	37 955
TOTAL DES PRODUITS COMPTABILISES EN 2008		- 9 325	37 974	1 517	30 166
Plans d'options d'achats d'actions :					
- Valeur des services rendus					
- Cession d'actions propres	- 367				- 367
Actions propres rachetées	- 12 599				- 12 599
Augmentation de capital				5 771	5 771
Composante capitaux propres d'emprunts convertibles					
Effets de variations de périmètre :					
- Rachat de minoritaires				- 7 082	- 7 082
- Augmentation suite à regroupement d'entreprises					
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2008	61 397	- 11 075	937 009	103 197	1 090 528

Notes annexes aux états financiers consolidés

BONGRAIN SA est une Société Anonyme à Conseil d'Administration enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé à Viroflay (78). Ses actions sont négociées sur la Bourse de Paris.

L'activité de BONGRAIN SA et de ses filiales (« le Groupe ») s'exerce dans deux secteurs :

- le secteur Produits Fromagers : production et commercialisation de produits et spécialités fromagers ;
- le secteur des Autres Produits Laitiers : production et commercialisation de beurres modernes et de crèmes de longue conservation tant à destination des marchés de grande consommation que des marchés professionnels ; production des beurres techniques et des protéines laitières à haute spécificité à destination des marchés industriels ; produits sous emballages aseptiques.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés le 11 mars 2009 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Base de préparation des états financiers consolidés

En application du règlement européen CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 relatif à l'utilisation des normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2008 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne à cette même date. Ils sont arrêtés sur la base des comptes individuels de chaque entité constituant le Groupe et retraités pour être en conformité avec les principes comptables qu'il a retenus. Ils ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs et passifs évalués à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments financiers dérivés compris), des actifs biologiques ainsi que les actifs et les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur. Sauf indication contraire, ces normes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

IFRIC 4 détermine si un contrat contient un contrat de location. Aux termes de cette interprétation, c'est la substance qui détermine si un accord contient ou constitue un contrat de location. Il est nécessaire d'évaluer si l'exécution de l'accord est subordonnée à l'utilisation d'un ou plusieurs actifs spécifiques et si l'accord comporte un droit d'utilisation de l'actif. Cette interprétation n'a pas eu d'impact significatif.

IAS 39 (Amendement) Couverture de flux de trésorerie au titre de transactions intragroupe futures, permet de désigner comme un élément couvert le risque de change relatif à une transaction intragroupe future hautement probable, si la transaction est libellée dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité concluant cette transaction et si le risque de change affecte le résultat consolidé. BONGRAIN SA n'a pas désigné de transactions intragroupe comme couvertes.

Le Groupe a fait le choix d'appliquer les normes IAS 32 et IAS 39 sur les instruments financiers à compter du 1^{er} janvier 2005. Le choix d'application est conforme à la norme IFRS 1 (Première adoption des normes IFRS). Conformément à la norme IFRS 2 relative aux paiements en actions, seuls les plans d'options d'achat d'actions octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs à cette date ne sont pas évalués et ne sont pas comptabilisés.

Les normes et interprétations suivantes sont applicables à partir de l'exercice 2008 :

- IFRIC 11 Actions propres et transactions intragroupe ;
- IFRIC 12 Concessions de services (non encore adopté par l'UE) ;
- IFRIC 14 Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum ;
- Amendements IAS 39 et IFRS 7 sur les reclassements d'actifs financiers du 15 octobre 2008.

Ces nouveaux textes ont peu d'incidence sur les activités de BONGRAIN au 31 décembre 2008.

Les normes et interprétations suivantes ne s'appliqueront qu'à partir des exercices 2009. Certaines de ces normes pouvaient être appliquées par anticipation en 2008 mais le Groupe n'a pas retenu cette possibilité. Le Groupe revoit l'ensemble de ces nouvelles normes et interprétations afin d'en mesurer l'impact potentiel sur les résultats et la présentation des comptes 2009.

Normes, amendements et interprétations dont l'application pourrait avoir une incidence sur la présentation des états financiers du Groupe :

- IAS 1 révisée Présentation des états financiers ;
- IFRS 3 révisée, Regroupements d'entreprises ;
- IAS 27 révisée, États financiers consolidés et individuels.

Amendements et interprétations dont l'application ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la présentation des états financiers du Groupe :

- IAS 7 Amendement de la norme IAS 7, Tableau de flux de trésorerie, amendements consécutifs d'IAS 16 ;

- IAS 8 Amendement de la norme IAS 8, Méthodes comptables, changement d'estimations et erreurs – Statut des guides d'application ;
- IAS 10 Amendement de la norme IAS 10, Dividendes votés après la clôture ;
- IAS 16 Amendement de la norme IAS 16, Ventes d'actifs préalablement donnés en location ;
- IAS 18 Amendement de la norme IAS 18, Coûts de mise en place d'un prêt ;
- IAS 19 Amendements de la norme IAS 19, Avantages du personnel ;
- IAS 20 Amendement de la norme IAS 20, Prêts à taux d'intérêt inférieur au marché accordés par le gouvernement ;
- IAS 23 Amendements de la norme IAS 23, Coûts d'emprunts ;
- IAS 28 Amendement de la norme IAS 28, Dépréciation de la participation dans une entreprise associée ;
- IAS 29 Amendement de la norme IAS 29, Description de la méthode d'évaluation dans les états financiers ;
- IAS 31 Amendement de la norme IAS 31, Informations à fournir concernant les participations dans les entreprises contrôlées conjointement à la juste valeur par résultat ;
- IAS 32 Amendements, Instruments remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation ;
- IAS 34 Amendement de la norme IAS 34, Résultat par action dans les états financiers intermédiaires ;
- IAS 36 Amendement de la norme IAS 36, Informations à fournir concernant les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable ;
- IAS 38 Amendement de la norme IAS 38, Activité de publicité et de promotion ;
- IAS 39 Amendements de la norme IAS 39, Instruments financiers, comptabilisation et évaluation ;
- IAS 40 Amendement de la norme IAS 40, Immeubles de placement en cours de construction ou d'aménagement ;
- IAS 41 Amendements de la norme IAS 41, Agriculture ;
- IFRS 1 Amendements de la norme IFRS 1, consécutifs aux amendements IFRS 5 ;
- Amendements IFRS 1, IAS 27, Coût d'une participation dans une filiale contrôlée conjointement ou une entreprise associée dans les états financiers individuels ;
- IFRS 2 Amendements, Conditions d'acquisition des droits et annulations ;
- IFRS 5 Amendement de la norme IFRS 5, Programme de cession partielle de titres d'une filiale impliquant la perte de contrôle exclusif ;
- IFRS 7 Amendements de la norme IFRS 7, Présentations des frais financiers et amendements consécutifs aux amendements IAS 28 et IAS 31 ;
- IFRS 8 Segments opérationnels ;
- IFRIC 13 Programme de fidélisation clients ;
- IFRIC 15 Contrats pour la construction de biens immobiliers ;
- IFRIC 16 Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- IFRIC 17 Distribution en nature aux actionnaires.

Méthodes de consolidation

Les états financiers d'une entité sous contrôle sont inclus dans le périmètre de consolidation dès le jour où le contrôle est transféré au Groupe et jusqu'à ce qu'il cesse. Les filiales font l'objet d'une intégration globale, les entités contrôlées conjointement font l'objet d'une intégration proportionnelle et les entreprises associées font l'objet d'une mise en équivalence.

Filiales

Est considérée comme filiale toute entité contrôlée. Le contrôle consiste en la capacité de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité en vue de bénéficier des résultats de ses activités. L'évaluation du contrôle prend également en compte les droits de vote potentiels qui peuvent être exercés ou qui sont convertibles au moment de cette évaluation. Les états financiers des filiales sont intégrés ligne à ligne dans les comptes consolidés et les intérêts des actionnaires ou associés minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie à part des capitaux propres. La part des actionnaires ou associés minoritaires dans le résultat est présentée distinctement dans le compte de résultat. La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de nouvelles activités par BONGRAIN SA. Le coût d'une acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, les instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de l'échange, majorée des coûts directement attribuables à l'acquisition. Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, et ceci quel que soit le montant des intérêts minoritaires. L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat. Les augmentations ou les diminutions de pourcentages d'intérêt liés à des reclassements internes d'actifs consolidés (fusion, apports partiels d'actifs) entre deux entreprises intégrées globalement donnent lieu à la constatation d'un écart d'acquisition ou d'un résultat de cession.

Entités contrôlées conjointement

Une entité est considérée comme étant sous contrôle conjoint lorsque cette situation ressort des accords contractés avec les co-associés. Les états financiers de cette entité sont intégrés proportionnellement ligne à ligne dans les comptes consolidés du Groupe à compter du jour où le contrôle conjoint commence, jusqu'à ce qu'il cesse.

Entreprises associées

Est considérée comme entreprise associée toute entité dans laquelle le Groupe exerce une influence notable mais sans toutefois en exercer le contrôle, sur les politiques opérationnelles et financières. Les comptes consolidés du Groupe comprennent la quote-part des profits et pertes réalisés et accumulés de cette entreprise associée sur la base du pourcentage de détention et ce à compter du jour où l'influence notable commence jusqu'à ce qu'elle cesse. Quand la quote-part du Groupe dans les pertes dépasse le montant investi dans la participation, celui-ci est ramené à 0 (zéro). De nouvelles pertes ne sont pas prises en compte à moins que le Groupe en ait l'obligation.

Éliminations des transactions et soldes intragroupes

Les soldes et transactions intragroupes sont éliminés ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupes. Les profits latents résultant de transactions réalisées avec des entités associées ou sous contrôle conjoint sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt détenu par le Groupe.

Entreprises dont les actifs sont détenus en vue de la vente, activités abandonnées ou en cours de cession.

Un groupe d'actifs et de passifs est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée par le biais de la vente et non par son utilisation continue. Pour ce faire, il faut que l'actif soit disponible en vue de sa vente immédiate et que sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs au bilan, sur la ligne « actifs abandonnés ou en cours de cession ». Ces actifs sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts liés à la cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur la ligne « passifs associés à des actifs abandonnés ou en cours de cession ».

Une activité cédée ou en cours de cession est définie comme une composante de l'entreprise faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actifs abandonnés ou en cours de cession, qui soit :

- Représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe ;
- Fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique significative pour le Groupe ;
- Est une filiale significative acquise uniquement dans le but de la revente.

S'agissant des activités abandonnées, le traitement du bilan n'est pas modifié.

Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère significatif.

Conversion des monnaies étrangères

Dans les sociétés du groupe, les transactions réalisées en monnaie étrangère sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont inscrites au compte de résultat.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés du Groupe exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année, et, les postes du compte de résultat dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change annuel moyen ou au cours de change en vigueur à la date de la transaction. À la clôture de l'exercice, les différences de change qui surviennent lors de la nouvelle conversion des actifs nets du Groupe par rapport au cours de l'exercice précédent ainsi que celles survenant lors de la conversion au cours de clôture des résultats et transactions convertis au cours moyen ou effectif, sont imputées directement aux capitaux propres.

Les goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis en euros au taux de clôture. Les bilans et résultats des sociétés du Groupe actives dans les économies hyper inflationnistes sont retraités pour tenir compte des changements de pouvoir d'achat des monnaies locales en utilisant les indices officiels ayant cours à la date du bilan. Ils sont ensuite convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année.

Information sectorielle

L'information sectorielle est établie en fonction de deux critères distincts : l'un, primaire, fondé sur les secteurs d'activité du Groupe tels que décrits plus haut, l'autre secondaire, sur les régions géographiques.

Le critère primaire – fondé sur les activités – est représentatif de la source dominante des risques et de la rentabilité pour le Groupe.

Le second critère s'applique aux régions géographiques et distingue la France, l'Europe hors France et le reste du monde.

Les résultats sectoriels représentent la contribution des différents segments au résultat du Groupe, aux frais de l'organisation centrale et aux frais de recherche et développement. Les montants non alloués comprennent principalement les frais centraux.

Les actifs par activité comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles, les clients, autres créances et les stocks. Les montants non alloués représentent principalement les actifs de l'organisation centrale et de recherche et développement. Les passifs sectoriels comprennent les fournisseurs et autres créanciers. Ces actifs et passifs représentent la situation en fin d'exercice. Les éliminations représentent les soldes entre les différentes activités.

Compte de Résultat

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Dans les charges, il distingue les consommations externes (matières premières, matières incorporables, utilités...), les frais de personnel, les amortissements et les autres charges d'exploitation (honoraires, loyers...).

Méthodes d'évaluation et définitions

Le **Chiffre d'affaires** est constitué par les ventes et les prestations de service à des tiers, soustraction faite de l'ensemble des déductions commerciales. Elles sont enregistrées dans le compte de résultat lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou des services sont transférés à l'acheteur. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La disposition des excédents de lait, les échanges entre confrères et la valorisation des co-produits sont traités comme des éléments du coût des matières consommées.

Les **Contrats de location** en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements au titre de ces contrats (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les **Charges financières** incluent les intérêts supportés sur les fonds empruntés auprès des tiers. Elles comprennent également les commissions bancaires.

Les **Produits financiers** incluent les intérêts acquis sur les fonds placés auprès des tiers. Ils comprennent aussi les différences de change sur les actifs et les passifs financiers. Les profits et les pertes sur les instruments de couverture de taux d'intérêt affectant le compte de résultat sont également enregistrés sur cette ligne.

La ligne **Impôts** sur les résultats comprend les impôts courants sur les bénéfices ainsi que les impôts différés. L'effet fiscal sur les éléments comptabilisés directement en capitaux propres est également enregistré directement en capitaux propres.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont comptabilisés sur les différences entre la valeur comptable au bilan des actifs et passifs et leur base fiscale telle qu'elle est retenue pour le calcul du bénéfice imposable, selon la méthode bilantielle du report variable.

Des impôts différés passifs sont calculés sur toutes les différences temporelles imposables à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Des impôts différés actifs sont calculés sur toutes les différences temporelles déductibles ainsi que sur les pertes fiscales à reporter dans la mesure où il est probable que de futurs bénéfices imposables permettant leur imputation seront disponibles.

Les impôts différés sont calculés par application de la législation en vigueur sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet de tout changement de taux d'impôt est enregistré au compte de résultat à l'exception de ceux liés directement aux éléments de capitaux propres.

Les **Immobilisations corporelles**, lorsqu'elles sont propriétés du Groupe, sont inscrites au bilan à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Elles sont amorties linéairement, par composant, en fonction de leur durée d'utilité et en tenant compte des valeurs résiduelles éventuelles.

Les principales durées d'utilité sont les suivantes :

• bâtiments et aménagements	10 à 30 ans
• machines et équipements	5 à 20 ans
• outillage, mobilier, matériel informatique et divers	3 à 15 ans
• véhicules	4 à 7 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Les intérêts sur le financement des immobilisations en cours de construction sont enregistrés au compte de résultat. Toute dépense future est inscrite au compte de résultat au cours de l'exercice où elle est encourue à l'exception du cas où elle accroîtrait la capacité de l'actif immobilisé auquel elle est liée à générer des avantages économiques futurs.

Des Immobilisations corporelles peuvent être mises à disposition du Groupe par des contrats de location ou de crédit bail de longue durée. Lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est supporté par le Groupe, ces contrats sont comptabilisés comme des contrats de location financement, en inscrivant à l'actif le montant le moins élevé de la juste valeur du bien ou de la valeur actuelle des paiements minimaux lors de la signature du contrat, diminué des amortissements et des pertes de valeur, calculés de la même manière que pour des immobilisations corporelles de même destination.

Les subventions d'équipement sont déduites de la valeur brute des immobilisations.

Les **Immobilisations incorporelles** comprennent les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles acquises telles que les systèmes d'information de gestion, les droits de propriété intellectuelle, les droits d'exercer des activités (droits exclusifs de vente, droits au bail...) et les marques.

Les écarts d'acquisition y compris les zones de lait représentent l'excédent qui existait entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables, à la date d'acquisition des activités nouvelles. L'écart d'acquisition se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les « Participations dans les entreprises associées ». L'écart d'acquisition comptabilisé séparément est soumis à un test de dépréciation au minimum annuel et plus fréquent s'il existe des indices de perte de valeur. Il est évalué à son coût déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition lié à l'entité cédée. Aux fins de réalisations des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux écarts d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité lorsqu'elle est déterminable ce qui est le cas pour les systèmes d'information de gestion (3 à 7 ans), les droits de propriété intellectuelle (selon la protection juridique) et les droits d'exercer (selon les termes des contrats). Du fait de la notoriété des marques acquises, leur durée d'utilité ne peut être déterminée, elles ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet, à chaque clôture annuelle ou intermédiaire s'il existe un indice de perte de valeur, d'une estimation de leur valeur recouvrable dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que pour les écarts d'acquisition.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement, comprenant les coûts salariaux des personnels participant au développement et une quote-part appropriée des frais généraux, sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

Les frais de recherche sont intégralement inscrits au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les frais résultant du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) doivent être immobilisés si, et seulement si, une entité peut démontrer tout ce qui suit :

- (a) La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente.
- (b) Son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre.
- (c) Sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- (d) La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.
- (e) La disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle.
- (f) Sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Au niveau du Groupe, les **frais de développement** sont liés à des nouveaux produits et ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs, la probabilité des avantages économiques futurs ne se manifestant que lorsque les produits sont sur le marché.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, le caractère recouvrable de leurs valeurs comptables est mis en doute. Une dépréciation est comptabilisée en compte de résultat et imputée en priorité sur les écarts d'acquisition à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Cette dernière est calculée en actualisant au coût moyen pondéré des capitaux, ajusté du risque géographique spécifique inhérent aux actifs, les flux nets futurs estimés de trésorerie attendus pour ces actifs. Les dits actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants. Pour les actifs non financiers (autres que les écarts d'acquisition) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire.

Les **Actifs financiers** qui ont une échéance supérieure à une année (sauf pour les instruments de capitaux propres) comprennent les créances non courantes et les autres instruments financiers comme les participations dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable. Suivant les raisons qui ont motivé leur acquisition, les actifs financiers sont classés en « titres détenus jusqu'à l'échéance » ou en « titres disponibles à la vente ». La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. Ils sont comptabilisés dès la date à laquelle le Groupe s'engage à les acheter.

Les créances ne portant pas intérêt sont évaluées à leur juste valeur sur la base du taux de marché.

La majorité relève de la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente. Elles sont évaluées à leur juste valeur. Les gains ou pertes non réalisés sont comptabilisés directement en capitaux propres sauf en cas d'indication objective de dépréciation, auquel cas, les pertes sont constatées en compte de résultat. Lors de la vente de ces éléments, les ajustements de valeur figurant en capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat. La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

Les créances non courantes et les autres instruments représentatifs de dettes dont les clauses contractuelles prohibent la vente sont désignés comme actifs détenus jusqu'à l'échéance. Ils sont inscrits au bilan selon la méthode du coût amorti net de toute perte de valeur durable constatée.

Les **Stocks** sont évalués au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Le lait acheté est évalué au coût d'achat réel à la date de clôture. Les stocks de lait produit par les troupeaux appartenant au Groupe sont évalués à la juste valeur à la date de production, diminué des frais estimés du point de vente. Les produits finis achetés sont évalués à leur coût d'achat réel. Les produits en cours de fabrication et les produits finis sont évalués à leur coût qui comprend les frais directs de production et une allocation de frais communs et d'amortissement des centres de production. Il n'inclut pas les coûts d'emprunt.

La méthode du premier entré premier sorti est appliquée pour comptabiliser les mouvements de stocks des matières premières hors lait ainsi que des stocks de produits finis achetés. La méthode du coût moyen pondéré est utilisée dans les autres cas.

Si la valeur nette de réalisation que représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activités normales d'un élément quelconque, déduction faite des frais de vente, est inférieure à son coût établi comme décrit ci-dessus, une provision de la différence est comptabilisée.

Les **Clients et autres créances** sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis ultérieurement évalués à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations. La dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Le montant de la dépréciation est comptabilisé au compte de résultat en « autres charges d'exploitation ». Les charges constatées d'avance sont incluses dans cette ligne.

La ligne **Trésorerie et équivalents Trésorerie** se décompose en trésorerie, équivalents trésorerie, titres négociables, placements à court terme et autres. Les équivalents trésorerie regroupent les dépôts bancaires à terme et les placements à taux fixe dont l'échéance à compter de la date d'acquisition est égale ou inférieure à trois mois. Ils doivent être également soumis à un risque négligeable de changement de valeur ; ceux dont l'échéance est supérieure à trois mois ou dont l'échéance est inférieure à trois mois mais susceptibles de changement de valeur font partie des « **Autres actifs financiers courants** », conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

La trésorerie est évaluée à sa juste valeur. Tous les gains et pertes non réalisés sont enregistrés en compte de résultat.

Dans le cas où certains titres négociables seraient détenus en vue d'obtenir un profit à court terme, ils sont évalués à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes réalisés ou non sont comptabilisés directement en résultat.

La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou sur la base de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

Les **Instruments financiers dérivés** sont utilisés par le Groupe pour gérer les risques de change, de taux d'intérêts et de prix de certaines matières premières auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel, des contrats d'achat de matières premières à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devise ou de taux d'intérêts.

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Pour les instruments cotés il s'agit de la valeur de marché. La juste valeur des autres instruments est déterminée au moyen de techniques d'évaluation telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie. Ces modèles prennent en compte les données de marché.

Sous certaines conditions, la comptabilité de couverture peut être appliquée lorsque les instruments financiers compensent, en totalité ou partiellement, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagement ferme. Elle est également appliquée pour les instruments dérivés désignés comme couverture d'un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction future, hautement probable ou bien comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger. L'efficacité des couvertures est appréciée à intervalles réguliers, et au moins tous les trimestres.

Les couvertures de juste valeur comprennent les dérivés servant à couvrir le risque de change et/ou de taux d'intérêt. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation de ces instruments de couverture à la juste valeur à la date du bilan est enregistré immédiatement dans le compte de résultat. L'ajustement au bilan de l'élément couvert est réalisé en tenant compte du risque couvert et les variations sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir les flux financiers liés aux transactions futures telles que les ventes à l'exportation, les achats d'équipements en devises, la variation de prix et/ou de cours de change pour les achats de matières premières ainsi que les fluctuations anticipées de taux d'intérêts. Lorsque la couverture est efficace, le gain ou la perte résultant de l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture est comptabilisé dans les capitaux propres dans le poste « Réserve de couverture de flux de trésorerie ». La part inefficace de la variation de juste valeur est enregistrée immédiatement en compte de résultat. Lorsqu'un actif ou un passif résultant d'une transaction future couverte est comptabilisé au bilan, les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture précédemment enregistrés en capitaux propres sont transférés au coût d'acquisition du dit actif ou passif.

Des instruments financiers dérivés enfin sont utilisés pour réduire l'exposition au risque de change de l'investissement net dans une entité étrangère. Les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées dans les capitaux propres jusqu'à la vente ou la sortie de l'investissement net.

Les dérivés de transactions comprennent les instruments dérivés utilisés conformément à la politique de gestion des risques du Groupe mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée. Les dérivés acquis dans le but d'atteindre des objectifs de rendement des portefeuilles d'investissement font partie également de cette catégorie de dérivés. Leurs variations de juste valeur sont enregistrées en compte de résultat.

Capital social

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la Société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat), est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

Dettes à court, moyen et long terme

Les dettes portant intérêts sont initialement comptabilisées à leur juste valeur nette des coûts de transactions encourus. Elles sont ensuite évaluées en application de la méthode du coût amorti. La différence entre la juste valeur à l'émission et le montant remboursé est amortie en fonction de la durée de la dette ou de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils sont classés en passifs courants à moins qu'il n'existe un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum douze mois après la clôture.

Engagements envers le personnel et paiements fondés sur des actions

Selon les lois et usages de chaque pays, les sociétés du Groupe ont des obligations en termes de retraite, préretraite, indemnités de départ, régimes de prévoyance et autres avantages à long terme (médailles du travail, jubilés, etc.). Ces obligations s'appliquent généralement à l'ensemble des salariés et/ou ex salariés des sociétés concernées.

Pour les régimes à cotisations définies et autres avantages à court terme, le coût de l'exercice est passé en charges sur la base des appels de cotisations ou sur la base des crédits de droits à prestation.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, les probabilités de mortalité, de rotation du personnel et de projections de salaires, ainsi que les hypothèses spécifiques à chaque régime et les dispositions réglementaires.

Les taux d'actualisation sont déterminés en référence au rendement, à la date d'évaluation, des obligations émises par les entreprises de premier rang (ou par l'État s'il n'existe pas de marché représentatif pour les emprunts privés) de maturité équivalente et de même monnaie que celles des engagements.

Le Groupe a opté pour la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du « corridor ». Ainsi, les gains et les pertes actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles ou d'écarts d'expérience ne sont reconnus, sur l'exercice suivant la clôture, que lorsqu'ils excèdent 10 % du montant le plus élevé entre la valeur de l'engagement et la valeur du fonds d'actifs de couverture. La fraction excédant 10 % est alors étalée sur la durée moyenne résiduelle d'activité des bénéficiaires du plan.

Le coût des services passés relatifs à un amendement ou à une modification du régime non encore acquis est étalé sur la durée d'acquisition des droits. Ce coût est constaté immédiatement en résultat de l'exercice lorsque l'amendement ou la modification porte sur des droits acquis. Pour chaque plan, lorsque le montant à comptabiliser (montant de l'engagement net de la valeur des actifs de couverture et des éléments différés) est un passif, il figure en « Provisions ». Lorsqu'il s'agit d'un actif, il est inclus en « Autres actifs financiers ».

Certaines filiales offrent d'autres avantages à long terme, essentiellement des médailles du travail. Le coût de ces avantages est déterminé par calcul actuariel et comptabilisé en résultat sur la durée du service. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement et aucun corridor n'est appliqué. L'ensemble du coût des services passés est comptabilisé immédiatement.

Le Groupe a mis en place un plan de rémunération qui se dénoue en instruments de capitaux propres (options sur actions). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des options octroyées en date d'attribution. À chaque date de clôture, l'entité réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres. Les sommes perçues lorsque les options sont levées, sont créditées aux postes « capital social » (valeur nominale) et « prime d'émission », nettes des coûts de transaction directement attribuables.

Autres provisions

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de restructuration, pour actions en justice et pour risques divers sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés s'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de la provision peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail et ne sont comptabilisées que lorsque des plans détaillés ont été établis et qu'un commencement de mise en œuvre ou une annonce ont créé une attente. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire au règlement de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressource sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation avant impôt utilisé pour déterminer la valeur actuelle reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.

Gestion du risque financier

Risque financier

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché, risque de crédit et risque de liquidité. La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts en collaboration étroite avec les unités opérationnelles du Groupe. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximum autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que le cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans les limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité, risque.

Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses unités de production. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan et des investissements nets dans des entités étrangères.

Pour gérer le risque de change lié aux transactions commerciales futures et aux actifs et aux passifs en devises enregistrés au bilan, les entités du Groupe recourent à des contrats de change à terme fermes ou optionnels.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le Groupe a pour politique de couvrir environ 80 % du montant des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les 12 mois à venir.

Le Groupe détient certains investissements dans des activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion de devises.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le Groupe au risque de variation de prix sur taux d'intérêt. Le Groupe adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses encours de financement.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Le Groupe ne présente pas de concentration importante de risque de crédit. Il a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié. Une politique de contreparties bancaires est définie. Elle vise à répartir de manière ciblée les en-cours placés et les instruments dérivés auprès de banques et d'institutions financières de premier ordre. Elle vise à éviter d'être exposé à des concentrations significatives des risques financiers.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du fait que certaines contreparties pourraient ne pas remplir leurs obligations en termes de financements ou de déplacements. En terme de financement, la liquidité est assurée par une politique de lignes à long et moyen termes confirmées et partiellement utilisées. En terme de placements, la liquidité est assurée en minimisant l'exposition aux placements non monétaires.

Estimation de la juste valeur

La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif est basée sur les prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par le Groupe sont les cours acheteurs officiels sur le marché à la date d'évaluation.

La juste valeur d'instruments financiers, qui ne font pas l'objet de cotations, est déterminée sur la base d'évaluation validée à la date de clôture. L'actualisation des flux de trésorerie peut servir à déterminer la juste valeur des autres instruments financiers. La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des clients et autres débiteurs et des fournisseurs et autres créanciers est présumée correspondre à la juste valeur de ces éléments.

Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Le Groupe soumet les écarts d'acquisition à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée plus haut. Les montants recouvrables des unités génératrices de trésorerie ont été déterminés à partir de calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations.

Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir un niveau de fonds propres suffisant, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Les membres du personnel détiennent 0,92 % des actions ordinaires à travers un plan d'épargne entreprise.

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Le rythme de ces rachats dépend des besoins de gestion du capital et des cours. Ces actions sont principalement utilisées dans le cadre des programmes d'attribution d'options sur actions du Groupe. Les décisions d'achat et de vente sont prises au cas par cas.

Le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital au cours de l'exercice 2008 en dehors de la mise en œuvre d'un contrat de liquidité.

Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques externes en matière de capital.

1. ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION ET ACTIVITES ABANDONNEES OU EN COURS DE CESSION

1.1. Évolution du périmètre

La principale opération affectant le périmètre de l'exercice 2008 concerne la création d'une joint-venture à 50/50 avec le groupe laitier Sodiaal. Cette société commune dénommée La Compagnie des Fromages et Richesmonts réunit les activités de La Compagnie des Fromages (Cœur de Lion) et les activités de la société Les Fromageries Richesmonts (Raclette Richesmonts, Le Rustique, Révérend). L'apport de ces activités dans la nouvelle structure s'est effectué en début d'année 2008.

Cette nouvelle société fait partie du secteur Produits fromagers. Elle est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

L'opération s'assimile à une cession partielle de 50 % des actifs nets de La Compagnie des Fromages et une acquisition de 50 % des actifs nets apportés par Sodiaal dans la joint-venture. Cette opération génère un écart d'acquisition de 18,7 millions d'euros, dont 14 millions d'euros apportés.

Les autres évolutions de périmètre réalisées en 2008 sont :

- L'acquisition de 100 % de la société serbe Kikindska en février 2008 ;
- La création en Tunisie de la Compagnie Fromagère SA, détenue à 42,5 % depuis février 2008, qui est mise en équivalence ;
- L'acquisition en France de 51 % de Fromapac SA en mars 2008 ;
- L'acquisition en août 2008 de 25 % de la société chinoise Jilin Dairy Group qui est mise en équivalence ;
- La prise de participation de 50 % en décembre 2008 dans Esbon en Turquie, qui détient 75 % de la société G.C. Gida. L'ensemble est mis en équivalence ;
- L'acquisition de compléments de participation réalisée dans les sociétés suivantes : Vezpremetej, Mleko Produkt, Liptovska Mliekaren AS, la Compagnie Laitière Européenne.

D'autres évolutions du périmètre ont été réalisées au cours du 2^e semestre 2007 :

- L'acquisition de l'ensemble des actifs de la société belge Kaasmakerij Passendale le 1^{er} juillet 2007, date à laquelle la société Fromunion, réceptrice de ces apports, a été intégrée dans le périmètre de consolidation ;
- La cession au 31 octobre 2007 de la totalité de la société Bongrain Gastronomie et de ses filiales hormis la filiale américaine TPC Catering.

L'ensemble de l'activité Gastronomie, qui correspondait à un secteur distinct d'activité a été traité en activité non poursuivie en terme de présentation des états financiers 2007. TPC Catering continue à être traitée en activité non poursuivie en 2008.

- La société Sofivo Production dont l'activité est la production de veaux de boucherie et le négoce d'aliments d'allaitement, a été engagée dans un processus d'arrêt d'activité depuis 2007 et de ce fait, est présentée aux 31 décembre 2007 et 2008 comme une activité abandonnée.

1.2. Activités abandonnées ou destinées à la vente :

Sur les comptes de résultat consolidés présentés, ces activités classées en activités abandonnées ou destinées à la vente contribuent pour les montants suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Comptes de résultat	
	Année 2008 Sofivo Production	Année 2007 Gastronomie et Sofivo Production
Chiffre d'affaires	28 427	154 387
Résultat opérationnel courant	- 2 323	- 862
Résultat opérationnel	690	99 934
Résultat avant impôts	225	100 306
Impôts sur les résultats ⁽¹⁾	- 2 057	534
Résultat net des activités non poursuivies	- 1 832	100 840

(1) Reprise d'impôt différé actif.

Il n'y a aucun produit ou charge comptabilisé directement par capitaux propres relatif aux activités destinées à la vente.

Sur le bilan consolidé au 31 décembre 2008, les activités essentiellement de TPC Catering, société en cours de cession représentent :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Actifs courants	332	547
TOTAL ACTIF DES ACTIFS EN COURS DE CESSION	332	547
Passifs courants	434	708
TOTAL PASSIF	434	708

2. INFORMATION SECTORIELLE

Le compte de résultat résumé par secteur d'activité se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel Courant sectoriel	
	Année 2008	Année 2007	Année 2008	Année 2007
Produits fromagers	2 477 667	2 307 912	78 631	112 094
Autres produits laitiers	1 212 713	1 229 082	16 948	55 137
Non alloué	51 514	45 603	- 8 852	- 14 601
Éliminations inter secteurs	- 186 828	- 163 486	- 189	75
CONSOLIDATION	3 555 066	3 419 111	86 538	152 705

Le résultat des entreprises associées est pour l'essentiel attribuable au secteur des Autres produits laitiers.

Une fois réparties les éliminations inter secteurs, la contribution de chaque secteur d'activité au chiffre d'affaires consolidé se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel Courant sectoriel	
	Année 2008	Année 2007	Année 2008	Année 2007
Produits fromagers	2 356 192	2 207 297	78 439	112 158
Autres produits laitiers	1 190 083	1 206 978	16 953	55 182
Non alloué	8 791	4 836	- 8 854	- 14 635
CONSOLIDATION	3 555 066	3 419 111	86 538	152 705

Les éléments de bilan répartis par secteur d'activité se présentent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs sectoriels		Passifs sectoriels	
	Année 2008	Année 2007	Année 2008	Année 2007
Produits fromagers	1 568 308	1 517 965	867 660	703 585
Autres produits laitiers	634 841	645 836	265 920	333 799
Gastronomie		547		708
Sous-total	2 203 149	2 164 348	1 133 580	1 038 092
Non alloué	648 144	603 599	627 185	627 273
CONSOLIDATION	2 851 293	2 767 947	1 760 765	1 665 365

Les éléments de flux par secteur d'activité sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles		Dotation aux amortissements et provisions d'exploitation	
	Année 2008	Année 2007	Année 2008	Année 2007
Produits fromagers	77 763	79 488	77 493	66 704
Autres produits laitiers	19 354	24 469	19 271	18 096
Non alloué	8 785	9 917	5 638	9 574
CONSOLIDATION	105 902	113 874	102 402	94 374

Informations complémentaires sur le résultat des secteurs d'activité :

<i>En milliers d'euros</i>	Restructuration		Pertes de valeurs	
	Année 2008	Année 2007	Année 2008	Année 2007
Produits fromagers	9 130	41 024	3 550	21 473
Autres produits laitiers	836	2 000		
Non alloué				
CONSOLIDATION	9 966	43 024	3 550	21 473

Des détails sur les charges de restructuration et les pertes de valeurs sont données en note 6.

Chiffre d'affaires par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	France	Reste de l'Europe	Reste du monde
Année 2008	1 249 372	1 615 162	690 532
Année 2007	1 159 975	1 579 927	679 209

Les investissements réalisés par zone géographique sont de 63 816 milliers d'euros en France contre 56 560 milliers d'euros en 2007, de 29 612 milliers d'euros en Europe contre 37 954 milliers d'euros en 2007 et de 12 474 milliers d'euros pour le reste du monde contre 19 360 milliers d'euros en 2007. Au 31 décembre 2008, les actifs se répartissent géographiquement à hauteur de 2 291 237 milliers d'euros en France, 485 335 milliers d'euros pour l'Europe et 74 721 milliers d'euros pour le reste du monde contre respectivement 1 935 409 milliers d'euros, 758 577 milliers d'euros et 73 961 d'euros au 31 décembre 2007.

3. CONSOMMATIONS EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	Année 2008	Année 2007
Marchandises et matières consommées	- 2 529 280	- 2 294 866
Production stockée	10 196	32 182
Production immobilisée	2 181	2 392
Autres matières consommées non stockées	- 198 677	- 180 069
Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits	367 853	273 273
	- 2 347 727	- 2 167 088

4. FRAIS DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	Année 2008	Année 2007
Rémunération du personnel	- 414 178	- 400 210
Charges sociales	- 170 259	- 166 018
Participation des salariés	- 8 120	- 9 656
Personnel extérieur à l'entreprise	- 49 937	- 48 803
Subventions	351	313
	- 642 143	- 624 374

L'effectif moyen, comprenant également le personnel intérimaire, est de 17 694 personnes en 2008 (contre 18 534 en 2007). Cet effectif se répartit à raison de 7 966 personnes en France, 6 502 personnes en Europe (hors France) et 3 226 personnes dans les autres pays. Dans l'évolution de cet effectif moyen, l'effet net de la variation de périmètre est de - 250 personnes.

Les effectifs employés en France se répartissent par catégorie professionnelle à raison de 16 % de cadres, 29 % d'ETAM et 55 % d'ouvriers.

5. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

<i>En milliers d'euros</i>	Année 2008	Année 2007
Services extérieurs	- 339 492	- 341 250
Impôts et taxes	- 38 980	- 41 277
Autres charges d'exploitation		
Autres produits d'exploitation	2 216	1 957
	- 376 256	- 380 570

6. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les « Autres produits et charges opérationnels » comprennent en 2008 des dépréciations de valeurs de certains actifs pour un montant de 3,5 millions d'euros, des charges nettes de restructurations industrielles pour 9,9 millions d'euros, des litiges et indemnités nets représentant un produit net de 0,5 million d'euros, des plus values sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 0,6 million d'euros et divers autres éléments représentant un produit net de 0,1 million d'euros.

En 2007, ils sont composés de dépréciations de valeurs de certains actifs pour un montant de 21,5 millions d'euros, des charges de restructurations industrielles pour 43 millions d'euros, des litiges et indemnités nets pour 1,8 million d'euros, des plus values sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 1,3 million d'euros et divers autres charges pour 5,6 millions d'euros.

Les pertes de valeurs enregistrées en 2008 et 2007 sont le résultat des tests de dépréciation réalisés soit, sur toutes les unités génératrices de trésorerie qui ont des actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie, soit sur les unités génératrices de trésorerie pour lesquelles des indices de pertes de valeur ont été relevés. Ces tests de dépréciation ont été réalisés en comparant la valeur recouvrable de ces actifs ou de ces unités génératrices de trésorerie à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable a été déterminée sur la base des calculs de valeurs d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir des projections de flux futurs de trésorerie basés sur les prévisions financières à 3 ans. Au-delà de la période de trois ans, les flux futurs de trésorerie sont extrapolés sur la base de la dernière année sans croissance. Le contexte de crise financière actuelle n'a pas affecté significativement la valorisation des unités génératrices de trésorerie.

Les taux d'actualisation utilisés dépendent du coût moyen pondéré des capitaux utilisés par le groupe, majorés de coefficient de risques suivant les pays où l'activité est exercée. Les taux utilisés sont les suivants :

- 7 % pour l'Europe de l'Ouest, les États unis, et le Japon ;
- 8 % pour les pays de l'Europe centrale et orientale membres de l'Union européenne ;
- 10 % pour les pays de l'Europe centrale et orientale non membres de l'Union européenne ;
- 12 % pour la Chine ;
- 13 % pour les autres pays.

Le taux d'actualisation retenu pour les pays d'Europe centrale et orientale membres de l'Union Européenne a baissé de 2 points et celui de la Chine a baissé d'un point par rapport à 2007, les risques assortis à ces pays ayant été ré-étalonnés par rapport à ceux des autres pays.

En 2008, les projections à trois ans des flux de trésorerie, reflétant les évolutions des marchés et de la concurrence, ont conduit à déprécier de 3,5 millions d'euros les actifs de certaines UGT, situées en Europe de l'Ouest et au Moyen Orient.

En 2007, les perspectives du plan à long terme constatant de nouvelles évolutions des marchés et de la concurrence, ont conduit à déprécier pour 21,5 millions d'euros les actifs de certaines UGT, essentiellement en Europe de l'Ouest.

7. RESULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	Année 2008	Année 2007
Charges financières d'intérêts ⁽¹⁾	- 46 452	- 49 345
Commissions bancaires	- 3 503	- 3 514
Autres charges financières nettes	- 8 788	- 727
CHARGES FINANCIERES	- 58 743	- 53 586
Produits financiers ⁽²⁾	29 313	33 229
Protection de taux d'intérêts net ⁽³⁾	- 6 299	3 798
Change net	1 118	5 309
PRODUITS FINANCIERS	24 132	42 336
Charges financières nettes	- 34 611	- 11 250
Dont charges d'intérêts nets ⁽¹⁾⁺⁽²⁾⁺⁽³⁾	- 23 438	- 12 318

8. QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIEES

<i>En milliers d'euros</i>	Année 2008	Année 2007
Quote-part dans les résultats avant impôts	11 434	2 603
Moins quote-part dans les impôts	- 2 434	558
	9 000	3 161

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence se répartit entre le secteur Produits fromagers pour 2,3 millions d'euros, le secteur Autres produits laitiers pour 4,9 millions d'euros et 1,8 million pour les activités non allouées.

L'impôt des résultats des entreprises associées est positif en 2007. Ceci s'explique essentiellement par des crédits d'impôt obtenus par la société espagnole Capsa.

9. IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Année 2008	Année 2007
Impôts des entreprises associées	- 2 434	558
Impôts courants	- 13 131	- 20 994
Impôts différés	4 216	14 725
	- 11 349	- 5 711

Le montant de l'impôt sur les résultats est différent du montant théorique qui ressortirait du taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéfices des sociétés consolidés en raison des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Année 2008	Année 2007
Résultat avant impôts	51 136	73 502
Impôts théoriques aux taux nationaux applicables aux bénéfices dans les pays concernés	16 538	23 046
Effets d'impôts :		
- des bénéfices non assujettis à l'impôt et des charges non déductibles	- 8 572	- 4 058
- de l'utilisation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement et crédits d'impôt	- 7 143	- 2 135
- de l'effet de dépréciation d'actifs nets d'impôts différés ⁽¹⁾	11 897	
- de l'effet des reprises de provisions sur actifs d'impôts différés ⁽²⁾		- 7 665
- de l'impôt différé sur déficit d'activités cédées ou en cours de cession intégrées fiscalement	- 2 991	- 4 590
- des changements de taux sur les impôts différés	603	595
- autres	1 017	518
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée	11 349	5 711
Taux moyen pondéré	22,19 %	7,77 %

(1) Les pertes fiscales sont activées en fonction de la probabilité de récupération de ces déficits. En 2008, les perspectives de résultat et de charges d'impôt des 3 années à venir de certaines sociétés ont conduit à enregistrer une dépréciation de 11,9 millions d'euros.

(2) Au 31 décembre 2007, les perspectives de résultat et de charges d'impôt des 3 années à venir ont permis de reprendre 7 millions d'euros de provision pour dépréciation d'impôt différé.

10. RESULTAT ET DIVIDENDE PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de BONGRAIN SA par le nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de chaque exercice, hors actions propres rachetées par la société (note 21).

<i>En milliers d'euros</i>	Année 2008	Année 2007
Résultat revenant aux actionnaires de BONGRAIN SA	37 974	161 655
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 625 143	14 980 912
Résultat de base par action	2,60	10,79

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du nombre d'actions qui résulteraient de la levée des options d'achat d'actions octroyées.

<i>En milliers d'euros</i>	Année 2008	Année 2007
Résultat revenant aux actionnaires de BONGRAIN SA	37 974	161 655
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 625 143	14 980 912
Effet dilutif des options d'achats	173 001	139 661
Nombre moyen pondéré d'actions ajustées	14 798 144	15 120 573
Résultat dilué par action	2,57	10,69

Les dividendes versés en 2008 et 2007 ont été respectivement de 1,70 et 1,60 euro par action. Le Conseil d'Administration proposera à L'Assemblée Générale du 29 avril prochain de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2008.

11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Écarts d'acquisition	Droits de propriété intellectuelle et Marques	Autres droits d'exploitation	Total
Au 31/12/2006				
Coût	183 757	145 344	21 570	350 671
Amortissements et dépréciations cumulés	N/A	- 14 923	- 10 637	- 25 560
VALEUR NETTE COMPTABLE	183 757	130 421	10 933	325 111
Exercice 2007				
Valeur nette comptable à l'ouverture	183 757	130 421	10 933	325 111
Différences de conversion	- 1 785	- 67	- 54	- 1 906
Acquisitions		8 305	2 435	10 740
Cessions		- 26	- 3 906	- 3 932
Reclassement	- 1 162		1 162	0
Dépréciation (note 6)		- 20 919		- 20 919
Changement de périmètre	1 665	- 2 000		- 335
Dotation aux amortissements		- 2 314	- 1 249	- 3 563
VALEUR NETTE COMPTABLE	182 475	113 400	9 321	305 196
Au 31/12/2007				
Coût	182 475	155 686	20 885	359 046
Amortissements et dépréciations cumulés	N/A	- 42 286	- 11 564	- 53 850
VALEUR NETTE COMPTABLE	182 475	113 400	9 321	305 196
Exercice 2008				
Valeur nette comptable à l'ouverture	182 475	113 400	9 321	305 196
Différences de conversion	1 903	- 102	- 41	1 760
Acquisitions		914	3 987	4 901
Cessions		- 54	- 616	- 670
Reclassement		2 447	- 2 447	
Dépréciation (note 6)				
Changement de périmètre	23 109 ⁽¹⁾	6 786	36	29 931
Dotation aux amortissements		- 2 714	- 1 376	- 4 090
VALEUR NETTE COMPTABLE	207 487	120 677	8 864	337 028
Au 31/12/2008				
Coût	207 487	161 397	20 276	389 160
Amortissements et dépréciations cumulés	N/A	- 40 720	- 11 412	- 52 134
VALEUR NETTE COMPTABLE	207 487	120 677	8 864	337 028

(1) se référer à la note 1.1 évolution de périmètre.

Le total des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie est de 316 017 milliers d'euros au 31 décembre 2008 contre 284 276 milliers d'euros au 31 décembre 2007.

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains	Constructions et aménagement	Installations techniques, matériel et outillages	Autres	Total
Au 31/12/2006					
Coût	36 330	512 256	1 041 208	186 367	1 776 161
Amortissements et dépréciations cumulés	- 473	- 269 724	- 673 106	- 103 877	- 1 047 180
VALEUR NETTE COMPTABLE	35 857	242 532	368 102	82 490	728 981
EXERCICE 2007					
Valeur nette comptable à l'ouverture	35 857	242 532	368 102	82 490	728 981
Différences de conversion	- 444	- 794	- 2 224	- 353	- 3 815
Acquisitions	90	19 449	71 513	11 820	102 872
Cessions	- 1 371	- 267	- 1 249	- 725	- 3 612
Dépréciation (note 6)		- 16 493	- 15 966	- 1 276	- 33 735
Reprise de dépréciation					
Changement de périmètre	107	29	1 323	- 5 710	- 4 251
Dotation aux amortissements		- 20 971	- 61 004	- 11 213	- 93 188
Valeur nette comptable au 31/12/2007	34 239	223 485	360 495	75 033	693 252
Coût	34 716	514 886	1 062 683	164 367	1 776 652
Amortissements et dépréciations cumulés	- 477	- 291 401	- 702 188	- 89 334	- 1 083 400
VALEUR NETTE COMPTABLE	34 239	223 485	360 495	75 033	693 252
Exercice 2008					
Valeur nette comptable à l'ouverture	34 239	223 485	360 495	75 033	693 252
Différences de conversion	- 77	36	- 573	- 1 067	- 1 681
Acquisitions		13 925	71 174	13 343	98 442
Cessions	- 295	- 2 690	- 1 906	- 1 087	- 5 978
Reclassements	- 704	278	- 1 633	2 059	
Dépréciation (note 6)	- 277	- 1 255	- 2 018		- 3 550
Reprise de dépréciation	28	839	983	112	1 962
Changement de périmètre	1 018	3 154	- 624	372	3 920
Dotation aux amortissements		- 19 866	- 62 113	- 10 219	- 92 198
Valeur nette comptable au 31/12/2008	33 932	217 906	363 785	78 546	694 169
Coût	34 647	518 312	1 111 344	182 780	1 847 083
Amortissements et dépréciations cumulés	- 715	- 300 406	- 747 559	- 104 234	- 1 152 914
VALEUR NETTE COMPTABLE (*)	33 932	217 906	363 785	78 546	694 169
Location financement brut	126	42 618	13 366	7 218	63 328
Location financement amortissements		- 22 350	- 8 661	- 3 798	- 34 809
(*) Dont location financement net	126	20 268	4 705	3 420	28 519

Il a été comptabilisé 37,1 millions d'euros en 2008 et 34,3 millions d'euros en 2007 au compte de résultat au titre de la location de matériels et de biens immobiliers. Des emprunts bancaires sont garantis par des terrains et des constructions pour une valeur de 0,8 million d'euros au 31/12/2008 contre 0,9 million d'euros au 31/12/2007. En 2008, des subventions d'investissement pour un montant de 17 millions d'euros ont été comptabilisées en déduction des immobilisations concernées.

13. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Titres disponibles à la vente ⁽¹⁾	11 909	31 544
Titres détenus jusqu'à l'échéance	15 527	6 680
Prêts et créances	11 422	10 972
Dépréciation	- 1 730	- 632
	37 128	48 564

(1) *Eu égard à leur liquidité, les titres Snowbrand et les FCP Paris-Orléans ont été reclassés en actifs financiers courants.*

La dépréciation concerne essentiellement une participation minoritaire classée en titres détenus jusqu'à échéance pour 1,1 million d'euros.

Dans le cadre de la prise de participation dans Financière Louis, le Groupe a souscrit en 2007 des obligations convertibles pour une valeur au bilan représentant 7,8 millions au 31 décembre 2008. À date, le Groupe n'a pas l'intention de convertir ces obligations en actions. Par conséquent, elles sont classées en instrument de dettes.

14. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Au 1 ^{er} janvier	93 737	92 307
Variation de périmètre ⁽¹⁾	14 632	2 841
Résultat de la période	9 000	3 162
Dividendes distribués	- 683	- 2 047
Variation écart de conversion	532	- 2 526
SOLDE FIN DE PERIODE	117 218	93 737

(1) *En 2008, le Groupe a pris de nouvelles participations minoritaires dans trois sociétés hors d'Europe et augmenté sa participation de 10 % dans la société Emmi Fondue pour atteindre 20 %.*

Les principales sociétés mises en équivalence sont Capsa et Milkaut dont le groupe détient respectivement 27 % et 40 %.

<i>En milliers d'euros</i>	2008		2007	
	Capsa	Milkaut	Capsa	Milkaut
Base 100 %				
Actifs	391 654	65 517	350 391	67 996
Fonds propres	231 244	32 078	213 370	38 259
Passifs	16 410	33 439	137 021	29 736
Chiffre d'affaires ^(a)	840 399	116 354	707 994	107 364
Résultat net ^(a)	17 874	221	12 826	- 3 373

(a) *La date de clôture des comptes de Milkaut est le 31 mars, cependant les comptes sont retraités pour enregistrer la quote-part de résultat sur la base de l'année civile.*

Le Groupe exerce une influence notable sur les sociétés Rupp et Financière Louis dont il détient moins de 20 % des droits de vote ou de droit de vote potentiels. Compte tenu qu'un administrateur du Groupe est représenté au Conseil d'administration de ces sociétés, il ressort que, conformément à IAS 28.7, le Groupe exerce une influence notable. Ces sociétés sont donc mises en équivalence.

15. IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés constatés au bilan reflètent l'ensemble des différences temporelles existant entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs.

Les impôts différés actifs ont principalement pour origine des dettes fiscales et sociales et les engagements de retraite et de prévoyance envers le personnel pour lesquels la déductibilité fiscale est reportée à la date de paiement effective. Ils comprennent également l'effet des pertes fiscales reportables au titre d'exercices antérieurs. Les impôts différés actifs dépréciés s'établissent à 32,2 millions d'euros au 31 décembre 2008 et à 23,7 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Les impôts différés passifs correspondent principalement aux différences de rythme d'amortissement constatées, pour les immobilisations corporelles et incorporelles, entre les durées d'utilité utilisées en comptabilité et les incitations fiscales en la matière propres à chaque pays. Les échéances des pertes fiscales à reporter se situent principalement après 5 ans.

Le montant du produit d'impôt différé de l'exercice est de 4,2 millions d'euros essentiellement lié aux impôts différés générés par l'activation de déficits reportables.

Le montant des impôts différés comptabilisés par capitaux propres s'élève à +3 millions d'euros et concerne l'impôt différé sur la variation de juste valeur des instruments financiers et des titres disponibles à la vente.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Immobilisations corporelles et incorporelles	12 909	3 064
Provisions	10 453	3 401
Provisions pour avantages du personnel	4 955	4 585
Instruments financiers et autres actifs financiers	8 129	1 823
Actifs d'impôts liés aux déficits reportables	65 041	50 439
Autres actifs d'impôts différés	7 492	14 632
Impôts différés actifs	108 979	77 944
Provisions pour dépréciation des impôts différés actifs	- 32 177	- 23 723
Impôts différés actifs, nets	76 802	54 221
Immobilisations corporelles et incorporelles	82 456	71 274
Instruments financiers et autres actifs financiers	9 944	5 842
Autres passifs d'impôts différés	6 090	55
IMPOTS DIFFERES PASSIFS	98 490	77 171

16. STOCKS ET EN COURS

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Matières premières, produits en cours de fabrication et matériaux divers	158 900	161 817
Marchandises	22 177	23 891
Produits finis	171 112	156 593
Dépréciation	- 17 766	- 11 158
Stocks des activités abandonnées ou en cours de cession (actifs biologiques)		10 212
	334 423	341 355

Les dépréciations concernent essentiellement les stocks de produits intermédiaires et finis.

En 2008 une **dépréciation des stocks** a été enregistrée pour 5 045 milliers d'euros contre 3 468 milliers d'euros en 2007.

17. CLIENTS ET AUTRES CREANCES

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Clients	604 821	607 447
Créances fiscales (hors IS) et sociales	79 418	87 024
Débiteurs divers	27 080	37 962
Charges constatées d'avance et divers	13 078	15 405
Dépréciation	- 10 816	- 10 743
	713 581	737 095

Le Groupe a peu de risques de crédit sur les comptes clients. D'une part, nos produits sont essentiellement vendus à la grande distribution. D'autre part, il existe des couvertures de ce risque par des contrats d'assurances spécifiques. Seuls les risques non couverts peuvent faire l'objet d'une dépréciation. Les clients non garantis et échus depuis plus de six mois représentent 3,8 millions d'euros.

En 2008, une **dépréciation** de 627 milliers d'euros a été enregistrée, contre une reprise de dépréciation de 4 253 milliers d'euros en 2007. Les charges constatées d'avance correspondent principalement à la quote-part des primes d'assurances et aux loyers payés d'avance relatifs à l'exercice suivant.

18. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ACTIFS

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008			31 décembre 2007
	Juste valeur	Notionnel	Échéance	Juste valeur
Couvertures de flux futurs de trésorerie :				
Matières premières	1 174			530
Swaps de taux d'intérêt	415	15 000	2012	8 899
Options de taux				
Instruments de transactions :				
Dérivés sur taux d'intérêts	2 501	280 000	2010 à 2011	8 881
Dérivés sur devises	11 276	108 933	2009 à 2010	6 689
Dérivés sur matières premières	482			130
	15 848			25 130
Dont classés en actifs courants	12 932			7 789
Dont classés en actifs non courants	2 916			17 341

19. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Sont classés dans cette catégorie les placements en OPCVM, FCP et titres qui, bien que d'échéances inférieures à un an, ne remplissent pas l'ensemble des critères qui permettent de les classer en équivalents trésorerie. L'analyse de la conformité aux critères est menée sur la base des informations contenues dans le prospectus d'émission de chaque OPCVM ainsi que sur l'historique de l'évolution de leur valeur liquidative.

20. TRESORERIE ET EQUIVALENTS TRESORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Trésorerie	243 180	249 000
Équivalents trésorerie	254 334	180 665
TOTAL	497 514	429 665

Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement des actifs disponibles à la vente (SICAV, FCP, etc.).

21. CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Évolution du capital apporté				
	Nombre d'actions en circulation	Actions ordinaires	Primes d'émission	Actions propres	Total
SOLDE AU 01/01/2007	14 903 580	15 432	76 351	- 21 247	70 536
Plan d'options d'achats d'actions					
- Valeur des services rendus			2 025		2 025
- Cession d'actions propres	45 000		- 47	1 849	1 802
SOLDE AU 31/12/2007	14 948 580	15 432	78 329	- 19 398	74 363
Plan d'options d'achats d'actions					
- Cession d'actions propres	3 000		- 367		- 367
- Rachat d'actions propres	- 274 017			- 12 599	- 12 599
SOLDE AU 31/12/2008	14 677 563	15 432	77 962	- 31 997	61 397

Évolution des autres réserves				
<i>En milliers d'euros</i>	Réserves de couverture	Réserves de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Différence de conversion	Total
SOLDES AU 01/01/2007	7 751	- 1 787	7 910	13 874
- Réévaluation – brut		767		767
- Réévaluation – impôts		- 261		- 261
- Réévaluation – entreprises associées			- 40	- 40
Couverture de flux futurs de trésorerie				
- Profits/pertes de juste valeur de l'exercice	701			701
- Impôts sur les profits de juste valeur	- 310			- 310
Différence de conversion				
- Groupe			- 13 955	- 13 955
- Entreprise associées			- 2 526	- 2 526
SOLDES AU 31/12/2007	8 142	- 1 281	- 8 611	- 1 750
- Réévaluation – brut		- 72		- 72
- Réévaluation – impôts		25		25
- Réévaluation – entreprises associées				
Couverture de flux futurs de trésorerie				
- Profits/pertes de juste valeur de l'exercice	- 10 654			- 10 654
- Impôts sur les profits de juste valeur	2 959			2 959
Différence de conversion				
- Groupe			- 2 249	- 2 249
- Entreprise associées			666	666
SOLDES AU 31/12/2008	447	- 1 328	- 10 194	- 11 075

Le capital social, entièrement libéré au 31/12/2008, est composé de 15 432 216 actions d'une valeur nominale de 1 euro, sans changement par rapport à l'exercice 2007.

Au 31/12/2008, BONGRAIN détient 754 653 (483 636 au 31/12/2007) actions propres dont 294 000 (250 000 au 31/12/2007) destinées à être remises en échange d'options d'achat d'actions.

Les primes d'émission d'un montant de 77 962 milliers d'euros (pour 78 329 milliers d'euros au 31/12/2007) comprennent la réserve légale pour 1 613 milliers d'euros, diverses primes d'émission et de fusion pour 73 610 milliers d'euros et les options d'achat d'actions pour 2 739 milliers d'euros.

Des options d'achat d'actions ont été attribuées à certains mandataires sociaux, et/ou dirigeants de la société ou des sociétés affiliées du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant la date d'octroi des options. Elles peuvent être exercées pendant les 10 ans qui suivent la date d'octroi avec une période de blocage des 12 premiers mois. À partir du plan 2006, la période de blocage est de 4 ans et les cessions ne sont possibles qu'au-delà de la 6^e année.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2008		2007	
	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	options	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	options
Au 1 ^{er} janvier	60,72	212 000	50,91	192 000
Octroyées	42,78	85 000	75,84	65 000
Caduques				
Exercées	38,71	- 3 000	40,72	- 45 000
Exclues				
AU 31 DECEMBRE	51,63	294 000	60,72	212 000

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options d'achat d'actions en circulation à la clôture sont détaillés ci-après :

	Options en circulation		
	Prix d'exercice en euro par action	2008	2007
23 octobre 2012	37,91	2 000	2 000
29 juin 2013	38,71	15 000	18 000
13 décembre 2014	51,67	36 000	36 000
12 décembre 2015	46,17	41 000	41 000
14 décembre 2016	68,73	50 000	50 000
12 décembre 2017	75,84	65 000	65 000
11 décembre 2018	42,78	85 000	

La juste valeur des options attribuées pendant l'exercice, déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, ressort à 828 milliers d'euros. La période de blocage durant laquelle la levée de l'option est impossible, sauf cas particulier, est de quatre ans. En conséquence, la charge de juste valeur des options attribuées est étalée sur ces quatre années. Un calcul au prorata est effectué et le montant à enregistrer au titre de 2008 est de 11 milliers d'euros. (1 645 milliers d'euros en 2007).

Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

	En 2008	En 2007
Cours de l'action à la date	42,7	75,11
Prix d'exercice	42,78	75,84
Rendement du dividende	3,75 %	2,13 %
Durée de l'option	10 ans	10 ans
Taux d'intérêt annuel sans risque	3,66 %	4,47 %
Volatilité	27,42 %	27,97 %

22. PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Départs à la retraite, pensions et médailles du travail		Risques et litiges	Total
Au 1^{er} janvier 2007	33 629		8 461	42 090
Différences de conversion	- 465		59	- 406
Constitutions de provisions ^(a)	5 807		11 946	17 753
Emplois	- 4 390		- 3 054	- 7 444
Modification du périmètre de consolidation	- 589		- 1 236	- 1 825
Reclassement des provisions des activités en cours de cession ou abandonnées	- 338		11 109	10 771
Au 31 décembre 2007	33 654		27 285	60 939
Différences de conversion	- 91		- 236	- 327
Constitutions de provisions ^(a)	4 104		17 911	22 015
Emplois ^(b)	- 6 225		- 23 601	- 29 826
Modification du périmètre de consolidation	- 26		2 062	2 036
Au 31 décembre 2008	31 416		23 421	54 837

(a) Les dotations aux provisions pour risques et litiges concernent des provisions pour restructuration pour 11,6 millions d'euros, des provisions pour litiges pour 3,9 millions d'euros et d'autres provisions pour risques et charges pour 2,4 millions d'euros.

(b) Les reprises de provisions pour utilisation s'élevaient à 14,6 millions et les reprises de provisions devenues sans objet à 9 millions.

Les provisions pour risques et litiges sont destinées à couvrir chaque risque et chaque litige identifiés. Pour ce qui est des litiges nés, en liaison avec ses avocats et conseils, le Groupe ne constitue une provision que lorsqu'il estime probable une issue défavorable. Une filiale a été notifiée, en 1999, d'un redressement fiscal s'élevant à 3,3 millions d'euros en principal et intérêts et à 6,1 millions d'euros d'amendes, pour lequel aucune provision n'a été constituée. La société, en effet, réfute totalement les faits reprochés, et estime être en mesure de démontrer que sa bonne foi ne peut être mise en doute. En première instance la société a été confortée dans sa position. L'Administration fiscale a toutefois interjeté appel. La Cour d'appel de Paris a suivi le point de vue de l'Administration fiscale. La société a introduit un recours devant le Conseil d'état.

Au 31 décembre 2008, les principaux risques et litiges provisionnés concernent les restructurations pour 15,7 millions d'euros (2007 : 18,6 millions d'euros), des litiges commerciaux pour 1,8 millions d'euros (2007 : 6 millions d'euros), des litiges sociaux pour 2,4 millions d'euros (2007 : 1,4 million d'euros) et divers risques pour 3,5 millions d'euros (2007 : 1,3 million d'euros).

Pour les départs à la retraite, pensions et médailles du travail, les hypothèses utilisées sont fonction des pays et des règlements. Elles se résument de la façon suivante :

	France		Allemagne		USA		UK		Belgique	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Taux d'actualisation	6,00 %	5,25 %	6,25 %	5,30 %	7,25 %	5,75 %	7,60 %	5,80 %	6,50 %	5,35 %
Taux de rendement attendu des actifs	5,29 %	5,00 %	4,70 %	4,80 %	8,00 %	8,00 %	7,00 %	7,20 %	4,30 %	4,30 %
Taux de croissance attendu des salaires	3,25 %	2,00 %	2,30 %	2,30 %	4,25 %	4,25 %	3,90 %	4,10 %	2,25 %	2,25 %

Les taux de rendement attendus des actifs sont déterminés pour chaque fonds sur la base des performances historiques, des perspectives actuelles et à long terme et de la composition des actifs des fonds sous gestion. Ces hypothèses sont revues annuellement en fonction de l'évolution de l'allocation des fonds sous gestion et de l'évolution des anticipations à long terme du marché sur chaque classe d'actifs gérés.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité sont issues des données statistiques publiées et des données historiques de chaque pays. L'âge de départ à la retraite est celui des règlements en vigueur dans chaque pays.

Les engagements au titre de ces avantages au personnel ont évolué de la façon suivante :

Évolution des engagements	2008	2007
Engagements à l'ouverture	84 928	88 590
Charge d'intérêt	4 491	4 193
Coût des services rendus	3 403	4 396
Coût des services passés	48	3 024
Pertes/Profits actuariels	- 8 328	- 6 251
Prestations payées	- 3 204	- 4 700
Écarts de conversion	186	- 3 026
Variation de périmètre	- 653	- 971
Reclassement des activités en cours de cession ou abandonnées		- 327
ENGAGEMENTS A LA CLOTURE	80 871	84 928

Au 31 décembre 2008, la valeur actuelle de l'obligation est égale à 80,9 millions d'euros et se décompose comme suit :

- 10,9 millions d'euros liés à des régimes entièrement non financés ;
- 69,9 millions d'euros liés à des régimes entièrement ou partiellement financés.

Les actifs de couverture ont évolué comme suit :

Évolution des actifs de couverture	2008	2007
Actifs à l'ouverture	50 261	51 610
Rendements attendus des fonds	3 195	3 056
Prestations payées	- 2 016	- 2 684
Cotisations versées aux fonds par les sociétés du groupe	4 960	2 574
Pertes et gains actuariels	- 9 679	- 1 127
Écarts de conversion	59	- 2 744
Variation de périmètre	- 132	- 423
ACTIFS A LA CLOTURE	46 648	50 261
Dont actifs relatifs aux activités poursuivies	46 648	50 261
Dont actifs relatifs aux activités en cours de cession		

La charge de l'exercice incluse dans les frais de personnel s'analyse comme suit :

Charge de l'exercice	2008	2007
Coût des services rendus	3 403	4 396
Charge d'intérêt	4 491	4 193
Rendements attendus des actifs	- 3 195	- 3 056
Amortissement du coût des services passés	17	435
Amortissement des profits/pertes actuariels	- 37	171
Autres produits	- 575	- 455
CHARGE DE L'EXERCICE	4 104	5 684
Dont charges relatives aux activités poursuivies	4 104	5 661
Dont charges relatives aux activités en cours de cession		23

Les provisions au bilan ont évolué de la manière suivante :

Évolution des provisions	2008	2007
Provisions à l'ouverture	33 654	33 629
Charge de l'exercice	4 104	5 684
Cotisations versées aux fonds par les sociétés du Groupe	- 4 061	- 1 806
Différence de conversion	- 91	- 463
Prestations directement payées par l'employeur	- 2 164	- 2 586
Variation de périmètre	- 26	- 466
Déclassification au passif en cours de cession		- 338
Provisions à la clôture	31 416	33 654

Les provisions se réconcilient avec les engagements de la façon suivante :

Réconciliation des engagements nets et des provisions	2008	2007	2006	2005
Engagements actuariels	80 871	84 928	88 590	84 664
Juste valeur des actifs de couverture	46 648	50 261	51 610	47 443
Pertes/Gains actuariels non reconnus	- 490	1 444	- 2 678	- 6 177
Coûts des services passés non comptabilisés-droits non acquis	- 2 317	- 2 457	- 673	- 642
Provisions à la clôture de l'exercice	31 416	33 654	33 629	30 392
Dont provisions des engagements de retraite relatives aux activités poursuivies	31 416	33 293	33 629	30 392
Dont provisions des engagements de retraite relatives aux activités en cours de cession		361		

Le montant des cotisations pour 2008 pour les sociétés françaises est de 3,1 millions d'euros.

La plupart des sociétés du groupe ont externalisé tout ou partie de leurs engagements d'indemnité de Fin de Carrière au sein d'un contrat d'assurance.

Le montant estimé des principaux fonds externalisés au 31 décembre 2008 est ventilé comme suit :

	France		USA	
	2008	2007	2008	2007
Instruments de capitaux propres	41,50 %	41,50 %	58 %	60 %
Instruments d'emprunts	44,00 %	44,00 %		
Contrats d'assurances			42 %	40 %
Divers autres actifs	14,50 %	14,50 %		

23. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008			31 décembre 2007		
	Non courant	Courant		Non courant	Courant	
Emprunts auprès d'établissements financiers et autres	640 542	534 423	106 119	572 881	288 197	284 684
Comptes courants bloqués de la participation	18 053	14 330	3 723	20 559	16 407	4 152
Emprunts obligataires	100 380	100 000	380	100 712	100 000	712
Contrats de crédit-bail	16 727	12 507	4 220	20 070	15 609	4 461
Concours bancaires courants	113 175		113 175	89 532		89 532
	888 877	661 260	227 617	803 754	420 213	383 541

La ligne «Emprunts obligataires» comprend un emprunt privé émis en 2003 d'un montant nominal de 100 millions d'euros et remboursable par cinquième à compter de 2013.

Les «Emprunts auprès d'établissements financiers» correspondent à des tirages sur des lignes de crédit accordées notamment dans le cadre du crédit syndiqué multidevises mis en place en 2004, dont l'échéance finale après prorogations est 2011 et qui offre la possibilité au Groupe d'utiliser des devises ou des euros.

Pour l'exercice 2008, l'en cours moyen des emprunts auprès des établissements de crédit est de 932 millions d'euros.

Le taux moyen des emprunts s'élève à 4,49 % en 2008 après protection de taux.

Dans le but de maîtriser l'impact de la variation des taux d'intérêt sur ses résultats, le Groupe a mis en place une politique d'échange de taux et de contrats optionnels couvrant la totalité des encours à moyen et long terme. Les taux variables utilisés par le Groupe sont principalement Euribor et Eonia.

Certains crédits utilisés sont assortis de clauses imposant le respect de ratios financiers. Pour l'essentiel, ces ratios portent soit sur un montant minimum de capitaux propres, soit sur un montant maximum d'endettement calculé en proportion de l'EBITDA courant et des fonds propres. L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les dotations et reprises d'amortissements et provisions d'exploitation.

Ces ratios financiers sont toujours respectés.

Le Groupe dispose de lignes de crédit confirmées à moyen et long terme non utilisées pour couvrir l'utilisation des crédits à court terme.

Les dettes financières mentionnées ci-dessus sont remboursables dans les délais suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Exigibles dans un délai d'un an	229 050	383 542
Au cours de la 2 ^e et jusqu'à la 5 ^e année y compris	557 034	311 900
Au-delà de la 5 ^e année	102 793	108 312
	888 877	803 754

Par devises elles se répartissent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
EUR	838 924	754 725
JPY	10 724	8 844
BRL	9 371	11 164
USD	3 608	16 064
Autres	26 250	12 957
	888 877	803 754

Par type de taux d'intérêt elles se répartissent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Dettes financières à taux fixe	168 947	180 012
Dettes financières à taux variable	719 930	623 742
	888 877	803 754

Les coûts de financement sont assis sur l'Euribor ou l'Eonia majorés de marges inférieures à 50 points de base. La répartition ci-dessus s'entend avant effet des protections de taux.

Pour le calcul des ratios financiers, la dette financière nette est déterminée comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Emprunts et dettes financières non courants	- 661 260	- 420 212
Emprunts et concours bancaires	- 227 617	- 383 542
Autres actifs financiers courants	16 363	26 904
Trésorerie et équivalents trésorerie	497 514	429 665
	- 375 000	- 347 185

24. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants comprennent pour l'essentiel les montants dus à plus d'un an relatifs aux acquisitions d'immobilisations.

25. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Fournisseurs d'exploitation	496 329	520 709
Fournisseurs d'immobilisations	9 813	9 696
Dettes fiscales (hors IS) et sociales	151 897	147 581
Produits constatés d'avance	3 633	2 565
Autres	32 705	28 413
À LA FIN DE LA PERIODE	694 377	708 964

26. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES PASSIFS

En milliers d'euros	31 décembre 2008			31 décembre 2007
	Juste valeur	Notionnel	Échéances	Juste valeur
Couvertures de juste valeur :				
Matières premières	106			
Swaps de taux d'intérêt	790	65 000	2012	
Options de taux				1 413
Instruments de transactions :				
Dérivés sur devises	13 098	159 588	2009 à 2010	3 174
Dérivés sur taux d'intérêts	4 325	430 000	2010 à 2011	6 806
Dérivés sur matières premières	480			71
	18 799			10 051
Dont classé en passifs courants	13 684			3 245
Dont classé en passifs non courants	5 115			6 806

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de flux de trésorerie, des swaps de taux d'intérêt ont été déclassés pour l'exercice 2008 entraînant un profit recyclé par le compte de résultat en provenance des capitaux propres de 3 millions d'euros.

Concernant les couvertures de juste valeur, la couverture est 100 % efficace. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistrée sur la partie inefficace.

Politique de couverture de risque de taux

La politique de couverture de risque de taux reprend deux axes : l'utilisation de swaps des taux classés en comptabilité de couverture et l'utilisation d'options de taux classés en instruments de transaction.

L'impact de cette politique sur la répartition des emprunts et dettes financières à taux fixe ou variable est la suivante :

	Euros			Autres			Total		
	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total
Emprunts et dettes financières									
Avant protection de taux	146 624	699 560	846 184	22 323	20 370	42 693	168 947	719 930	888 877
- Swap	200 000	- 200 000					200 000	- 200 000	
- Cap									
Après protection de taux	346 624	499 560	846 184	22 323	20 370	42 693	368 947	519 930	888 877
Autres actifs financiers courants					16 363	16 363		16 363	16 363
Trésorerie et équivalents de trésorerie		497 514	497 514					497 514	497 514
TOTAL TRESORERIE NETTE ACQUISE		497 514	497 514		16 363	16 363		513 877	513 877

Analyse de la sensibilité à la hausse des taux d'intérêts court terme au 31 décembre 2008 :

Une variation de 1 % des taux court terme, à partir d'un taux d'intérêt Euribor 3 mois de 2,892 %, aurait eu pour impact une variation du résultat financier de 0,6 million d'euros.

Couverture de risque de change

Contrats à terme et options- couverture latente au 31 décembre 2008

Le Groupe est principalement exposé aux risques de variation du dollar de la livre sterling, du peso uruguayen et du yen.

Convention de signe : + achat de la devise - vente de la devise.

Analyse de la sensibilité à la variation du Dollar, de la Livre Sterling et du Yen :

Une variation de 1 % du Dollar, de la Livre Sterling et du Yen, à partir d'un cours de référence du 31 décembre 2008 aurait un impact de 1,8 millions d'Euros sur le compte de résultat du Groupe

<i>En milliers de devises</i>	Total devise 1	Total devise 2	Couverture en milliers d'EUR	Contre-valeur eurodevise 1	Fixing
EUR GBP	75 480 EUR	- 61 940 GBP	5 144	75 480	1
GBP EUR	- 920 GBP	1 069 EUR	107	- 966	0,9525
TOTAL GBP EUR	- 62 860 GBP	76 549 EUR	5 251	74 514	
EUR JPY	600 EUR	- 90 563 JPY	- 121	600	1
JPY EUR	- 880 970 JPY	5 901 EUR	- 1 137	- 6 984	126,14
TOTAL JPY EUR	- 971 533 JPY	6 501 EUR	- 1 258	- 6 384	
USD UYP	- 31 500 USD	660 223 UYP	- 5 075	22 634	1,3 917
TOTAL USD UYP	- 31 500 USD	660 223 UYP	- 5 075	22 634	
USD EUR	- 67 873 USD	51 909 EUR	1 156	- 48 770	1,3 917
EUR USD	38 100 EUR	- 54 915 USD	- 1 079	38 100	1
TOTAL USD EUR	- 122 788 USD	90 009 EUR	77	- 10 670	
Autres devises			- 817	18 459	
TOTAL			- 1 822	61 635	

27. VARIATION DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Clients	25 091	- 65 898
Stock	17 066	- 60 893
Fournisseurs	- 50 651	57 275
Débiteurs et créditeurs divers	27 618	- 7 021
À LA FIN DE LA PERIODE	19 124	- 76 537

28. TRESORERIE

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans consolidés présentés :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Trésorerie et équivalents trésorerie (voir note 20)	497 514	429 665
Trésorerie nette des sociétés destinées à la vente (IFRS 5)	- 240	520
Concours bancaires courants et compte-courant financiers	- 112 916	- 89 901
TRESORERIE	384 358	340 284

29. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan au 31 décembre 2008 s'établissent à 161,9 millions d'euros (2007 : 179,7 millions d'euros).

Ils comprennent des engagements pour loyers futurs à payer (64,6 millions d'euros), des paiements minimaux de crédit-bail (18,9 millions d'euros), et les autres engagements donnés (78,4 millions d'euros).

Le détail pour loyers futurs à payer et les paiements minimaux de crédit-bail sont :

<i>En millions d'euros</i>	Loyers simples	Paiements minimaux de crédit-bail
En 2009	25,5	4,5
De 2010 à 2013	33,9	11,8
Au-delà de 2013	5,2	2,6

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF est de 432 979 heures pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe et le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande est de 428 989 heures.

30. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le Groupe est contrôlé par SOPARIND SCA, société enregistrée en France qui détient directement ou indirectement 60,53 % du capital. Le reste, détenu par un nombre important d'actionnaires fait l'objet de transactions sur la Bourse de Paris. Certaines filiales ne sont pas entièrement détenues par BONGRAIN SA (voir note 31 sur le périmètre de consolidation). Leurs actionnaires minoritaires sont pour l'essentiel des coopératives de production ou de collecte de lait à qui le groupe achète leur production et peut vendre certaines productions. Ces transactions constituent l'essentiel des transactions avec les parties liées. À ce titre BONGRAIN SA a enregistré des ventes aux coopératives liées pour 7,2 millions d'euros en 2008 (contre 7,9 millions d'euros en 2007) et des charges pour un montant de 485,7 millions d'euros en 2008 (contre 406,3 millions d'euros en 2007). Le Groupe assure la gestion de trésorerie de parties liées. À ce titre, il a perçu une rémunération de 0,3 million d'euros en 2008 (0,5 million d'euros en 2007).

Le Groupe a créé une co-entreprise avec Sodiaal, La Compagnie des Fromages et Richesmonts. Le Groupe assure une partie de l'approvisionnement laitier, une partie de la reprise des co-produits industriels. Il assure une partie des prestations logistiques et commerciales ainsi que la distribution dans un certain nombre de pays étrangers. Il fournit également des prestations informatiques et administratives.

Le poste Trésorerie et équivalent de trésorerie comprend un compte-courant financier de 13,5 millions d'euros avec La Compagnie des Fromages et Richesmonts.

Le montant global des rémunérations, correspondant à des avantages à court terme, allouées au titre de l'exercice aux membres de chacun des organes d'Administration, de Direction et de Surveillance à raison de leur fonction dans les entreprises contrôlées s'établit à 3 884,1 milliers d'euros. Ce montant n'inclut pas les indemnités de départ à la retraite, ni les attributions de *stock-options* ou d'actions gratuites qui font l'objet d'une information en note 21 de l'annexe. Il n'existe pas, par ailleurs, d'octroi d'indemnités de fin de contrat de travail.

31. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture à signaler.

32. LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Consolidation par intégration globale	Pays	N° Siren	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
France ⁽¹⁾						
BONGRAIN SA	France	847 120 185	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère
Alimpex SAS	France	349 088 732	100,00	100,00	100,00	100,00
Alliance Fromagère SNC	France	394 530 703	100,00	100,00	83,21	83,20
Alliance Laitière Européenne SA	France	388 435 539	100,00	99,99	98,70	98,67
Armor Protéines SAS	France	679 200 287	100,00	100,00	86,62	86,26
Beurlait SAS	France	552 001 497	100,00	100,00	86,62	86,26
B.G. SAS	France	331 339 275	99,96	99,96	99,96	99,96
BONGRAIN Europe SAS	France	351 014 352	100,00	100,00	100,00	100,00
BONGRAIN Export Overseas SAS	France	325 508 653	99,96	99,96	99,96	99,96
BONGRAIN International SAS	France	402 927 628	100,00	100,00	100,00	100,00
Bressor SA	France	383 228 764	99,74	99,74	66,48	66,48
Bressor Alliance SA	France	379 657 570	66,66	66,66	66,66	66,66
BS Air SNC	France	351 646 377	99,99	99,99	99,99	99,99
Centre Bretagne Lait SA	France	387 493 315	99,99	99,99	86,62	86,26
C.F.V.A. SAS	France	314 830 050	99,97	99,97	99,97	99,97
Compagnie Générale Laitière SA	France	775 668 999	99,99	99,99	86,62	86,26
Cie Laitière Aumale SAS	France	403 001 753	100,00	100,00	86,62	86,26
Cie Laitière Derval SAS	France	403 001 068	100,00	100,00	86,62	86,26
Compagnie Laitière Européenne SA	France	780 876 421	87,76	87,43	86,62	86,26
CLE-PSO	France	444 475 016	100,00	100,00	86,62	86,26
CLE-PS SAS	France	389 297 748	100,00	100,00	86,62	86,26
Cie Laitière Food Service SAS	France	389 330 739	100,00	100,00	86,62	86,26
CL Informatique SAS	France	780 876 405	100,00	100,00	86,62	86,26
Cie Laitière Normandie-Bretagne SAS	France	349 652 560	100,00	100,00	86,62	86,26
Corman France SAS	France	487 220 295	100,00	100,00	86,62	86,26
Elvir SAS	France	389 297 664	100,00	100,00	86,62	86,26
Établissement Tessier SAS	France	667 180 392	99,71	99,71	99,71	99,71
Fromagerie de Vihiers SAS	France	350 546 719	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromageries des Chaumes SAS	France	314 830 183	99,93	99,93	99,92	99,92
Fromagerie Rambol SAS	France	315 130 641	99,81	99,81	99,81	99,81
Fromageries Paul-Renard SA	France	552 091 050	0,00	99,62	0,00	99,62
Fromageries Paul-Renard SAS	France	585 650 211	100,00	100,00	100,00	99,66
Fromagerie Perreault SAS	France	316 085 620	99,96	99,96	99,96	99,96
Fromarsac SAS	France	331 260 083	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromapac SA	France	402 180 541	51,00		51,00	
Fruisec SAS	France	307 963 389	100,00	100,00	100,00	100,00
Grand'Ouche SAS	France	314 815 457	99,82	99,82	99,82	99,82
La Compagnie des Fromages SAS	France	393 257 654	100,00	100,00	86,62	86,26
Les Fromagers de Thiérache SAS	France	315 332 569	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers Associés SNC	France	349 542 415	100,00	100,00	100,00	99,97
Messageries Laitières SNC	France	313 966 103	61,31	61,31	53,11	52,89
Normandie Bretagne Transports SAS (NBT)	France	403 128 051	100,00	100,00	86,62	82,26

Consolidation par intégration globale	Pays	N° Siren	% de contrôle		% d'intérêt	
Pareco SNC	France	326 037 348	85,58	85,58	83,10	83,08
Prodilac SA	France	316 202 902	100,00	100,00	86,62	82,26
SB Alliance SNC	France	409 080 538	84,70	84,70	84,09	84,09
SB Biotechnologies	France	450 983 051	100,00	100,00	97,50	97,50
SDIL SAS	France	352 135 180	100,00	100,00	86,62	86,26
Soficle SAS	France	304 141 856	100,00	100,00	86,62	86,26
Sofivo SAS	France	383 312 022	100,00	100,00	86,62	86,26
Sogasi SAS	France	315 062 224	99,28	99,28	99,28	99,28
Sogepe SAS	France	384 557 880	100,00	100,00	86,62	86,26
Soredab SAS	France	317 705 267	97,50	97,50	97,50	97,50

(1) Toutes les sociétés françaises ayant la forme de SA, SAS ou SCA sont membres d'une intégration fiscale.

Consolidation par intégration globale	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
Étranger		31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Advanced Food Products LLC	États-Unis	65,00	65,00	65,00	65,00
AFP Dispensers Inc	États-Unis		100,00		65,00
Angulo General Quesera S.L.	Espagne	100,00	100,00	100,00	100,00
BCMS	Rép. Tchèque	100,00	100,00	100,00	100,00
BEV OOO	Russie	100,00	100,00	99,80	99,80
BHMS	Hongrie	100,00	100,00	99,94	99,89
BONGRAIN A.G.	Suisse	99,75	99,75	99,75	99,75
BONGRAIN Benelux	Belgique	100,00	100,00	100,00	100,00
BONGRAIN Chile SA	Chili	100,00	100,00	100,00	100,00
BONGRAIN Deutschland GmbH	Allemagne	100,00	100,00	100,00	100,00
BONGRAIN Europarticipations BV	Pays-Bas	100,00	100,00	100,00	100,00
BONGRAIN GesmbH	Autriche	100,00	100,00	100,00	100,00
BONGRAIN Italia Spa	Italie	100,00	100,00	100,00	100,00
BONGRAIN Nederland BV	Pays-Bas	100,00	100,00	100,00	100,00
BONGRAIN Polska	Pologne	100,00	100,00	100,00	100,00
BONGRAIN Tianjin Foods Ltd	Chine	100,00	100,00	50,00	50,00
Bonprole SA	Uruguay	90,00	90,00	90,00	90,00
Bresse Bleu Japon KK	Japon	100,00	100,00	100,00	100,00
BSMS	Serbie	0,00	100,00	0,00	100,00
CLE Deutschland GmbH	Allemagne	100,00	100,00	86,62	86,26
Corman SA	Belgique	100,00	100,00	86,62	86,26
Corman Deutschland GmbH	Allemagne	66,67	66,67	57,75	57,51
Corman Italia Spa	Italie	100,00	100,00	86,62	86,26
Corman Miloko Ireland Ltd	Irlande	55,00	55,00	47,64	47,44
Dabon International Ltd	Inde	61,43	61,43	61,43	61,43
Edelweiß GmbH Co KG	Allemagne	100,00	100,00	100,00	100,00
Eurexpan BV	Pays-Bas	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromagers Associés Japon KK	Japon	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromunion	Belgique	100,00	100,00	100,00	100,00
ICC Paslek	Pologne	100,00	100,00	100,00	100,00
Kikindska	Serbie	100,00		100,00	

Consolidation par intégration globale	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
Liptovska Mliekaren AS	Rép. Slovaque	98,93	98,67	98,93	98,67
Mantequeras Arias SA	Espagne	100,00	100,00	100,00	100,00
Mashreq des Produits Laitiers	Égypte	99,98	99,97	50,99	50,99
Milex Nové Mesto AS	Rép. Slovaque	100,00	100,00	100,00	100,00
Mleczarnia Turek Sp ZOO	Pologne	100,00	100,00	100,00	100,00
Mleko Produkt	Serbie	96,98	80,45	96,98	80,45
Novomilk	Rép. Slovaque	100,00	100,00	100,00	100,00
Pannontej Rt.	Hongrie	100,00	100,00	100,00	100,00
Paturain BV	Pays-Bas	100,00	100,00	100,00	100,00
Petra SA	Uruguay	100,00	100,00	100,00	100,00
Polenghi Ltda	Brésil	100,00	100,00	100,00	100,00
Povltavske Mlékarny AS	Rép. Tchèque	100,00	100,00	100,00	100,00
Pribina SRO	Rép. Tchèque	99,68	98,90	99,68	98,90
Santa Rosa Chile	Chili	99,99	99,99	99,99	99,99
S.B.M.S. SA	Belgique	99,98	99,93	99,99	99,93
Schratter Foods Inc	États-Unis	75,00	75,00	75,00	75,00
Toska Sp ZOO	Pologne	100,00	100,00	100,00	100,00
TDSI (ex TPC Catering)	États-Unis	100,00	100,00	100,00	100,00
TPK SRO	Rép. Tchèque	100,00	100,00	100,00	100,00
ULN UK SA	Royaume Uni	100,00	100,00	89,97	89,70
Vesprémtej Rt.	Hongrie	99,61	99,24	99,61	99,24
Zausner Foods Corp. et ses filiales	États-Unis	100,00	100,00	100,00	100,00
Zvenigorodka	Ukraine	99,86	99,86	99,86	99,86

Consolidation par intégration proportionnelle	Pays	N° Siren	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
FRANCE						
Compagnie des Fromages et Richemonts Gestion	France	501 635 612	50,00		43,31	
Compagnie des Fromages et Richemonts	France	501 645 196	50,00		43,31	
ÉTRANGER						
Sodiaal GmbH	Allemagne		100,00		43,31	

Consolidation par mise en équivalence			% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
FRANCE						
Lacto Sérum France SA	France	846 780 088	24,94	24,94	24,94	24,94
Sanicoopa SARL	France	305 824 963	37,99	37,99	32,90	32,77
Sica Silam	France	316 202 902	30,00	30,00	29,67	29,67
Financière Louis	France	500 015 607	19,37	19,37	19,37	19,37
ÉTRANGER						
Andechser Molkerei Scheitz	Allemagne		24,84	24,84	24,84	24,84
Capsa SA	Espagne		27,00	27,00	23,39	23,29
Fromagerie des Doukkala	Maroc		20,00	20,00	20,00	20,00
EMMI Fondue AG	Suisse		20,00	10,00	20,00	10,00
Esbon ⁽¹⁾	Turquie		50,00		50,00	
Forlactaria	Espagne		40,00	40,00	40,00	40,00
La Compagnie Fromagère	Tunisie		42,50		42,50	
Milkaut	Argentine		40,00	40,00	40,00	40,00
Rupp	Autriche		10,00	10,00	10,00	10,00
Val d'Arve	Suisse		33,34	33,34	33,34	33,34

(1) Société acquise en fin d'année n'ayant pas de caractère significatif.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2008)

Aux Actionnaires
BONGRAIN SA
42, rue Rieussec
78220 Viroflay

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société BONGRAIN SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

- Dépréciation des actifs :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée d'utilité indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note « Dépréciation des actifs non financiers » figurant dans les notes relatives aux principes comptables en page 52 et dans la note 6. Dans le contexte plus spécifique de la crise économique qui entraîne un manque de visibilité sur le futur, nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées.

- Engagements envers le personnel :

La note relative aux principes comptables précise en page 55 les modalités d'évaluation des engagements de retraites et autres engagements assimilés. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées et à apprécier les hypothèses retenues.

- Autres provisions :

Votre société constitue des provisions pour risques et litiges telles que décrites dans le paragraphe « Autres provisions » en pages 73 et 74 des notes relatives aux principes comptables et dans la note 22 aux états financiers. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par le Groupe pour identifier et évaluer les risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 14 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Olivier Thibault

KPMG Audit

Didier de Ménonville

4. COMPTES SOCIAUX - EXERCICE 2008

Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>		Exercice 2008	Exercice 2007
Produits d'exploitation		+ 51 135	+ 47 626
Charges d'exploitation		- 31 902	- 35 685
Résultat d'exploitation	note 2.1	+ 19 233	+ 11 941
Résultat financier net	note 2.2	- 11 333	+ 46 694
Résultat courant avant impôts		+ 7 900	+ 58 635
Résultat exceptionnel net	note 2.3	- 115	+ 72 673
Résultat de l'exercice avant impôt		+ 7 785	+ 131 308
Impôt sur les bénéfices	note 2.4	+ 9 699	+ 7 585
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		+ 17 484	+ 138 893

État des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>		Exercice 2008	Exercice 2007
Excédent brut d'exploitation		+ 25 250	+ 17 628
Variation du besoin en fonds de roulement		- 1 629	+ 2 364
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité		+ 1 806	+ 29 643
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE [A]		+ 25 427	+ 49 635
Investissements immobilisations incorporelles/corporelles		- 3 743	- 5 734
Investissements financiers		- 197 284	- 7 886
Encaissements sur cession d'immobilisations Incorporelles/corporelles et financières		+ 1 786	+ 126 000
FLUX PROVENANT DES INVESTISSEMENTS [B]		- 199 241	+ 112 380
Dividendes versés		- 25 396	- 23 899
Encaissements provenant de nouveaux emprunts		+ 240 000	
Remboursements des emprunts			-
FLUX PROVENANT DU FINANCEMENT [C]		+214 604	- 23 899
VARIATION DE LA TRESORERIE [A+B+C]		+ 40 790	+ 138 116
Trésorerie nette à l'ouverture		+ 294 470	+ 156 354
Trésorerie nette à la clôture		+ 335 260	+ 294 470
VARIATION DE TRESORERIE		+ 40 790	+ 138 116

Bilan actif

<i>En milliers d'euros</i>		Exercice 2008		Exercice 2007	
		Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets
Immobilisations incorporelles	note 3.1	16 384	1 782	14 602	13 556
Concessions, brevets, droits similaires		12 619	1 782	10 837	10 084
Fonds commercial		1 548		1 548	1 568
Autres immobilisations incorporelles		2 217		2 217	1 904
Immobilisations corporelles	note 3.2	119 875	72 213	47 662	50 177
Terrains		8 487	3 056	5 431	5 332
Constructions		110 578	68 617	41 961	44 294
Installations techniques, matériels et outillages industriels		460	460	0	0
Autres immobilisations corporelles		103	80	23	29
Immobilisations en cours		247		247	522
Immobilisations financières	note 3.3	1 045 131	3 932	1 041 199	844 740
Participations		1 038 258	1 864	1 036 394	785 799
Créances rattachées à participations					50 094
Autres titres immobilisés		5 933	2 068	3 865	4 564
Prêts		27		27	4 059
Autres immobilisations financières		913		913	224
Actif immobilisé		1 181 390	77 927	1 103 463	908 473
Autres créances	note 3.4	362 002		362 002	483 258
Valeurs mobilières de placement	note 3.5	110 929		110 929	84 929
Disponibilités		1 303		1 303	2 320
Actif circulant	note 3.8	474 234		474 234	570 507
Comptes de régularisation - Actif	note 3.10	125		125	634
TOTAL DE L'ACTIF		1 655 749	77 927	1 577 822	1 479 614

Bilan passif

<i>En milliers d'euros</i>		Exercice 2008	Exercice 2007
		Montants avant répartition	Montants avant répartition
Capitaux propres	note 3.6	815 317	823 229
Capital social		15 432	15 432
Primes d'émission		73 231	73 231
Écart de réévaluation		378	378
Réserves légales		1 613	1 613
Réserves réglementées		0	0
Autres réserves		387 626	387 626
Report à nouveau		299 333	185 837
Bénéfice de l'exercice		17 484	138 893
Subventions d'investissement		63	77
Provisions réglementées		20 157	20 142
Provisions pour risques et charges	note 3.7	395	364
Dettes	note 3.8	762 109	656 006
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		620 000	380 000
Emprunts et dettes financières divers		117 669	255 900
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 541	7 346
Dettes fiscales et sociales		736	609
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		645	452
Autres dettes		18 518	11 699
Comptes de régularisation - Passif		1	15
TOTAL DU PASSIF		1 577 822	1 479 614

Faits marquants et Notes annexes

La société a augmenté au cours de l'exercice 2008, le capital de sa filiale Eurexpan BV de 250 millions d'euros.

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

Les états de synthèse ont été établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du plan comptable général (règlement du CRC n° 99-03) homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, de l'avis de conformité n° 39 du plan comptable professionnel en date du 12 juillet 1984 et de l'application des règlements CRC 04-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et l'évaluation des actifs et CRC 02-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, ainsi que les changements de méthode significatifs, sont décrits ci-après par rubrique.

Les chiffres sont présentés en milliers d'euros sauf mention contraire.

1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent les fonds de commerce, marques, tournées de lait, licences, brevets et droits de bail qui sont évalués à leur prix d'achat.

Les frais d'établissement, les frais de recherche et de développement, les frais de dépôts ou de renouvellement des marques et des brevets sont comptabilisés en charges à compter de 2005 (en application de la méthode préférentielle).

Les logiciels acquis ou créés sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans pour les applications bureautiques et de 7 ans pour les applications industrielles. Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement, sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

La valeur nette comptable des autres immobilisations incorporelles est comparée chaque année à leur valeur d'utilité qui correspond à l'actualisation des prévisions de flux futurs de trésorerie. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires à l'exclusion de tous frais financiers) ou à leur coût de production.

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire exclusivement, d'après les natures des biens concernés et selon un plan d'amortissement correspondant à leur durée d'utilité.

Les principales durées figurent dans le tableau ci après :

	Durées
Agencements des terrains	10 à 20 ans
Constructions	15 à 33 ans
Agencements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier de bureau	3 à 15 ans
Matériel de transport	5 à 12 ans
Autres immobilisations	3 à 20 ans

Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

La base d'amortissement des immobilisations qui sont cotées sur un marché est minorée de la valeur résiduelle des biens estimée à leur date d'entrée.

Les éléments qui sont dissociables et qui ont une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale sont amortis sur leur durée d'utilité propre (en application de la méthode des composants).

Lorsqu'un élément d'actif amortissable subit au cours d'un exercice, une dépréciation effective et définitive due à des circonstances exceptionnelles, un amortissement exceptionnel est comptabilisé en sus de l'annuité normale.

La valeur nette comptable des autres immobilisations corporelles est comparée chaque année à leur valeur d'utilité qui correspond à l'actualisation des prévisions de flux futurs de trésorerie. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

Compte tenu de la nature des immobilisations corporelles, il n'est pas pratiqué de provision pour grosses réparations.

1.3 Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au taux de fin d'exercice. Les différences résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier taux sont portées au bilan en «écarts de conversion». Les éventuelles pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

1.4 Gestion des risques financiers et instruments financiers

De par ses activités, la société est exposée à différentes natures de risques financiers : risques de marché (essentiellement risques de change et/ou risques de taux d'intérêt). La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière de la société. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximum autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés par la société pour gérer les risques de change et de taux d'intérêts auxquels elle est confrontée dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devises ou de taux d'intérêts.

Les résultats dégagés sur ces couvertures sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats comptabilisés sur les éléments couverts. Lorsque les positions ne sont pas qualifiées comptablement de couvertures de risques, elles sont évaluées à leur valeur de marché et les pertes ou les gains qui en résultent sont portés au compte de résultat.

1.5 Impôt sur les bénéfices et détermination du résultat

L'impôt sur les bénéfices comptabilisé correspond à l'impôt à payer au titre de l'exercice. Aucun impôt différé n'est comptabilisé. Une convention d'intégration fiscale avec les sociétés françaises du Groupe détenues directement ou indirectement à 95 % ou plus a été mise en place. Le régime autorise la compensation des résultats taxables des unes avec les déficits des autres permettant ainsi à BONGRAIN SA de n'acquitter que le solde à l'Administration Fiscale.

1.6 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût historique. Pour les titres libellés en devises, la conversion est faite au taux de change en vigueur à la date de chaque opération.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'achat hors frais accessoires.

En fin d'année, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Outre la quote-part de capitaux propres de la filiale que les titres de participation représentent, leur valeur d'inventaire prend également en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie.

1.7 Valeurs mobilières de placement

L'enregistrement des produits obligataires se fait en fonction de la partie courue des coupons durant l'exercice social. Aucune compensation n'est faite entre les plus-values latentes non comptabilisées et les moins-values latentes qui, elles, font l'objet de provisions.

Les valeurs mobilières de placement comprennent également les actions propres qui sont valorisées à leur prix d'acquisition. Une provision est calculée, le cas échéant, lorsque la valeur c'est-à-dire le cours moyen du dernier mois de l'exercice est inférieure au dit prix d'acquisition.

1.8 Provisions réglementées

L'application des incitants fiscaux permet de calculer les amortissements déductibles fiscalement (durées d'usage et taux dégressifs) de manière différente de celle utilisée pour l'amortissement comptable (durée d'utilité et taux linéaire). La réglementation fiscale impose néanmoins d'enregistrer dans ce poste l'écart entre ces deux méthodes.

1.9 Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite prévues dans la convention collective sont couvertes par un contrat d'assurance. Le calcul des indemnités est effectué par un organisme extérieur en fonction des salariés présents dans la société et est actualisé chaque année.

NOTE 2. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 Résultat d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Produits d'exploitation		
Les produits d'exploitation sont composés essentiellement de prestations de services facturées aux filiales		
Loyers	+ 19 986	+ 19 498
Redevances	+ 25 272	+ 22 748
Autres	+ 5 877	5 380
	+ 51 135	+ 47 626
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes *	- 22 743	- 25 983
Impôts et taxes	- 2 566	- 3 191
Salaires et traitements	- 284	- 220
Charges sociales	- 30	- 224
Opérations en commun	- 468	- 459
Autres charges	- 262	- 220
Dotations aux amortissements	- 5 517	- 5 143
Dotations aux provisions	- 32	- 245
	- 31 902	- 35 685
RESULTAT D'EXPLOITATION	+ 19 233	+ 11 941

* Dont 586 K€ au titre du contrôle légal des comptes par les Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2008. En 2007, ce montant était de 765 K€. Aucun autre montant n'a été versé aux Commissaires aux Comptes pour des missions de Conseils et/ou de prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes au titre des exercices 2007 et 2008.

2.2 Résultat financier net

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Sur participations et autres titres	+ 780	+ 52 276
Dividendes reçus	+ 765	+ 27 399
Provisions sur titres (net)	+ 15	24 877
Sur charges financières nettes	- 12 038	- 5 511
Produits financiers	+ 36 385	+ 47 791
Charges financières	- 48 423	- 53 302
Sur changes et divers	- 75	- 71
RESULTAT FINANCIER NET	- 11 333	+ 46 694

2.3 Résultat exceptionnel net

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Ce poste comprend :		
Charges exceptionnelles	- 143	- 465
Produits exceptionnels	+ 90	+ 637
Plus values nettes de cessions d'immobilisations *	- 48	+ 74 906
Dépréciation d'immobilisations	- 8	- 1 466
Dotation et reprise d'amortissements dérogatoires	- 15	- 1 491
Dotation et reprise de provisions pour risques		+ 542
Quote-part des subventions virées au compte de résultat	+ 9	+ 10
NET	- 115	+ 72 673

* Les plus values nettes de cessions d'immobilisations avaient enregistré en 2007 la cession de la société BONGRAIN GASTRONOMIE.

2.4 Impôt sur les bénéfices

Décomposition du produit d'impôts	Résultats d'exploitation	Résultats financiers	Résultats exceptionnels	Ajustements fiscaux *	Total
2008	- 6 796	+ 3 847	+ 933	+ 11 715	+ 9 699
2007	- 4 389	+ 1 086	+ 507	+ 10 381	+ 7 585

* Les ajustements fiscaux reprennent essentiellement les effets de l'intégration fiscale.

Impôts latents

Les impôts latents dus aux amortissements à caractères fiscaux, ainsi qu'aux charges et produits retraités fiscalement non taxables temporairement représentent une réduction nette de la charge fiscale future d'un montant de 6 134 K€, contre 6 424 K€ en 2007 :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Accroissement :	+ 7 778	+ 6 961
Sur amortissements dérogatoires	+ 6 941	+ 6 935
Sur subventions d'investissements	+ 21	+ 26
Sur autres retraitements fiscaux	+ 816	
Allègement :	- 1 644	- 537
Sur loyer de crédit-bail	- 367	
Sur autres charges non déductibles	- 1 277	- 537
NET	+ 6 134	+ 6 424

NOTE 3. NOTES ANNEXES AU BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Variation des immobilisations incorporelles				Valeurs au 31/12/08
	Valeurs au 31/12/07	Augmentations	Compte à compte	Diminutions	
Rubriques					
VALEURS BRUTES					
Concessions, brevets et droits similaires	10 897	24	1 698		12 619
Fonds commercial	1 568			- 20	1 548
Autres immobilisations incorporelles	1 924	1 991	- 1 698		2 217
	14 389	2 015		- 20	16 384
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS					
Concessions, brevets et droits similaires	813	969			1 782
Fonds commercial	20			- 20	0
Autres immobilisations incorporelles					
	833	969		- 20	1 782
NET	13 556	1 046			14 602

3.2 Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>					
Variation des immobilisations corporelles					
Rubriques	Valeurs au 31/12/07	Augmentations	Compte à compte	Diminutions	Valeurs au 31/12/08
VALEURS BRUTES					
Terrains	8 354		211	- 78	8 487
Constructions	112 640	655	1 325	- 4 042	110 578
Installations techniques, matériel, outillage	460				460
Autres immobilisations corporelles	102		1		103
Immobilisations en cours	522	1 262	- 1 537		247
Avances et acomptes s/immobilisations					
	122 078	1 917		- 4 120	119 875
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS					
Terrains	3 022	135		- 101	3 056
Constructions	68 346	5 720		- 5 449	68 617
Installations techniques	460				460
Autres immobilisations corporelles	73	7			80
	71 901	5 862		- 5 550	72 213
NET	50 177	- 3 945		1 430	47 662

3.3 Immobilisations financières

<i>En milliers d'euros</i>				
Variation des immobilisations financières				
Rubriques	Valeurs au 31/12/07	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/08
VALEURS BRUTES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations *	787 663	250 595		1 038 258
Créances rattachées à des participations	50 094		- 50 094	
Autres titres immobilisés	8 138		- 2 205	5 933
Prêts	4 059		- 4 032	27
Autres immobilisations financières **	224	689		913
	850 178	251 284	- 56 331	1 045 131
PROVISIONS				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 864			1 864
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	3 574	16	- 1 522	2 068
Prêts				
Autres immobilisations financières				
	5 438	16	- 1 522	3 932
NET	844 740	251 268	- 54 809	1 041 199

* BONGRAIN SA a augmenté le capital de sa filiale Eurexpan BV de 250 millions d'euros.

** Dont 13 885 actions propres détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice aucune action n'était détenue dans le cadre de ce contrat.

3.4 Autres créances

<i>En milliers d'euros</i>	au 31/12/2008	au 31/12/2007
Comptes courants financiers	+ 347 010	+ 465 573
Clients, état et divers	+ 14 992	+ 17 685
NET	+ 362 002	+ 483 258

3.5 Valeurs mobilières de placement

<i>En milliers d'euros</i>	au 31/12/2008	au 31/12/2007
Le portefeuille des valeurs mobilières de placement est constitué de valeurs françaises selon le détail suivant :		
SICAV	+ 35 767	+ 24 451
FCP	+ 43 730	+ 40 529
Billets, bons et assimilés		+ 1 016
Actions propres *	+ 31 432	+ 19 573
TOTAL VALEUR BRUTE	+ 110 929	+ 85 569
Provision	0	- 640
NET	+ 110 929	+ 84 929

* Au 31 décembre 2008 BONGRAIN SA détient 740 768 actions propres classées en valeur mobilières de placement pour une valeur de marché unitaire de 47,80 €. Le pourcentage global du capital auto-détenu s'élève à 4,8901 % en incluant les actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

À la clôture du précédent exercice, BONGRAIN SA détenait 483 636 actions représentant 3,1339 % du capital pour une valeur de marché de 75,11 €.

Les valeurs mobilières représentent le placement de liquidités et les actions propres. En fin d'exercice, lorsque la valeur de marché est inférieure au prix de revient, une provision est comptabilisée.

3.6 Capitaux propres

Le capital social de 15 432 216 euros est divisé en 15 432 216 actions de 1 euro chacune, dont 9 341 817 actions bénéficiant d'un droit de vote double. Au 31 décembre 2008, le principal actionnaire connu de la société est Soparind sca qui détient directement ou indirectement 60,53 % du capital et 80,00 % en droits de vote. Par ailleurs, au 18 février 2009, date du dernier Titres au Porteur identifiés, les sociétés Northern Trust (GB) et Odey Asset Management (GB) détiennent respectivement 6,35 % et 8,12 % du capital de la société BONGRAIN SA.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Primes d'émission d'actions		Écart de évaluation	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report à nouveau	Subventions d'investissement	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
	Capital social	et de fusion									
Situation au 01/01/2008											
(avant affectation des résultats)	15 432	73 231	378	1 613	0	387 626	185 837	77	20 142	138 893	823 229
Provisions fiscalement réglementées											
Reprise de provisions									- 2 708		- 2 708
Dotation de l'année									2 723		2 723
Subventions d'investissements											
Remboursées dans la période									- 6		- 6
Réintégrées dans les résultats									- 8		- 8
Distribution de dividendes											
											- 26 235 26 235
Autres prélèvements											
Affectation aux réserves											
Dividendes non distribués (actions propres détenues)											
											838 838
Imputations en report à nouveau											
							113 496				- 113 496
Résultat 2008											17 484 17 484
SITUATION AU 31/12/2008											
(AVANT AFFECTATION DES RESULTATS)											
	15 432	73 231	378	1 613	0	387 626	299 333	63	20 157	17 484	815 317

Des options d'achats d'actions ont été attribuées à certains mandataires sociaux et/ou dirigeants de la société ou des sociétés affiliées du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant la date d'octroi des options. Elles peuvent être exercées pendant les 10 ans qui suivent la date d'octroi avec une période de blocage des 12 premiers mois. À partir du plan 2006, la période d'acquisition des droits a été portée à 4 ans durant laquelle la présence dans les sociétés affiliées du Groupe est obligatoire. Les cessions sont autorisées après un blocage de 2 ans suivant l'exercice des options.

Plan en cours jusqu'en	Prix d'exercice en euro/action	Options attribuées	Options en circulation
2012	37,91	27 000	2 000
2013	38,71	40 000	15 000
2014	51,67	40 000	36 000
2015	46,17	45 500	41 000
2016	68,73	50 000	50 000
2017	75,84	65 000	65 000
2018	42,78	85 000	85 000
		352 500	294 000

En application de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 avril 2006, le programme d'attribution d'option est plafonné à 200 000 options pour les exercices 2006, 2007 et 2008.

La cotisation sociale de 10 % est calculée sur la plus faible des valeurs de marché et/ou de juste valeur comme prévu par la réglementation en vigueur.

3.7 Provisions pour risques et charges

L'augmentation des provisions pour risques et charges de l'exercice de 31 K€ s'explique principalement par les actions liées aux dommages et intérêts demandés aux tribunaux sur des litiges concernant la propriété industrielle.

3.8 Échéancier des dettes et créances

En milliers d'euros	Échéances			
	Montant total	- d'1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes				
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits *	620 000		520 000	100 000
Dettes financières diverses	117 669	117 669		
Dettes d'exploitation et diverses **	24 440	24 440		
TOTAL	762 109	142 109	520 000	100 000

* Ces emprunts sont libellés en euros.

** Y compris les comptes courants financiers.

En milliers d'euros	Montant total	- d'1 an	+ d'1 an
Créances			
Créances d'exploitation et diverses	362 002	362 002	
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	112 232	112 232	
TOTAL	474 234	474 234	

3.9 Opérations avec les entreprises liées

<i>En milliers d'euros</i>	Montants concernant les entreprises	Montants représentés par des effets de commerce
Poste du bilan	liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Créances		
Actif immobilisé		
Immobilisations financières		
Participations brutes	1 033 605	4 652
Créances rattachées à participations		
Actif circulant		
Autres créances	353 070	
TOTAL	1 386 675	4 652
Dettes		
Dettes financières		
Dettes non financières		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 472	
Autres dettes	16 827	
TOTAL	19 299	
Charges et produits financiers		
Charges financières	7 153	
Produits financiers	24 292	
TOTAL	17 139	

3.10 Comptes de régularisation et comptes rattachés

<i>En milliers d'euros</i>	au 31/12/2008	au 31/12/2007
Charges constatées d'avance		
Les charges constatées d'avance sont composées d'intérêts et charges assimilées	+ 125	+ 634

Produits à recevoir

Pour 2 839 K€ contre 2 353 K€ au 31/12/2007 ces montants correspondent aux produits à recevoir relatifs à un dégrèvement de taxe, aux opérations de couverture de taux d'intérêt et à des dommages et intérêts octroyés par les tribunaux sur plusieurs litiges concernant des équipements défectueux comptabilisés en immobilisations.

Charges à payer	au 31/12/2008	au 31/12/2007
Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan :		
Emprunts et dettes financières divers	+ 5 523	+ 2 285
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	+ 743	+ 787
Dettes fiscales et sociales	+ 289	+ 355
Autres dettes	+ 687	+ 794
TOTAL	+ 7 242	+ 4 221

3.11 Engagements financiers et garanties reçues ou données

<i>En milliers d'euros</i>	au 31/12/2008	au 31/12/2007
Engagements reçus		
Crédit-bail immobilier	+ 10 004	+ 11 280
Cautions bancaires	+ 126	+ 51
Engagements donnés		
Crédit-bail immobilier	+ 10 004	+ 11 280

Dans ces engagements ne figurent pas les engagements réciproques.

Comme précédemment, les charges pouvant résulter de contentieux en cours afférents à des opérations courantes et estimés probables donnent lieu à leur prise en compte.

Couverture des risques de taux d'intérêt

Les contrats d'échange de taux existant au 31 décembre 2008 sont de 560 millions d'euros en valeur nominale dont 350 millions d'euros concernent une entreprise liée.

3.12 Crédit-bail

Les immobilisations détenues en crédit-bail concernent des biens immobiliers pour une valeur de 21 343 K€.

Le prix de rachat résiduel de ces biens est de 213 K€.

Les redevances de l'exercice ont été de 1 908 K€ et le montant cumulé au 31 décembre 2008 est de 19 614 K€.

À cette même date, les amortissements qui auraient été pratiqués se seraient élevés à 10 060 K€ et pour le seul exercice 2008 à 855 K€.

Les redevances restant à acquitter (en capital) sont de 9 791 K€ dont 1 349 K€ pour l'exercice 2009, 7 982 K€ pour les exercices de 2010 à 2014 et 460 K€ pour l'exercice 2015.

Seuls les contrats non échus dans l'année sont pris en compte dans les montants indiqués.

3.13 Personnel

La masse salariale pour l'exercice 2008 est de 284 K€. L'effectif au 31 décembre 2008 est de 2 personnes. Les rémunérations des organes de direction et d'administration se sont élevées à 261 K€.

3.14 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement susceptible de remettre en cause les comptes présentés ci-joints n'est intervenu postérieurement à la date de la clôture.

Filiales et participations

(En milliers d'euros ou en milliers d'unités monétaires)

Forme juridique	Activité exercée	Société ou Groupe de sociétés	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes bruts encaissés par la Société au cours de l'exercice
						brute	nette					
A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication												
1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)												
France												
SAS	Étude et recherches	Soredab-La Boissières École (78)	75	6 851	97,50	74	74	-	-	7 978	1 062	-
SAS	Prestataire de services	Sogasi-Viroflay (78)	150	585	99,28	530	530	-	-	43 956	- 302	199
SNC	Prestataire de services	BS Air-Paris (75)	225	14	99,99	2 027	239	-	-	-	8	-
SAS	Holding	BONGRAIN Europe-Viroflay (78)	343 764	1 542	100,00	349 376	349 376	96 031	-	-	- 41 567	-
SA	Holding	Alliance Laitière Européenne-Paris (75)	231 900	162 992	90,3	212 295	212 295	9 740	-	-	- 453	-
SAS	Holding	BONGRAIN International-Viroflay (78)	132 842	- 14 837	100,00	213 033	213 033	72 481	-	39	- 18 706	-
SAS	Holding	Les Fromagers de l'Europe (ex. Cifalim) - Viroflay (78)	43	- 7	100,00	82	42	-	-	-	- 2	-
SAS	Holding	Cie des Maîtres Fromagers (ex. Elipar) - Viroflay (78)	37	- 6	100,00	71	35	-	-	-	- 2	-

Filiales et participations*(En milliers d'euros ou en milliers d'unités monétaires)*

Forme juridique	Activité exercée	Société ou Groupe de sociétés	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes bruts encaissés par la Société au cours de l'exercice
						brute	nette					
A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication												
Étranger												
SARL	Holding	BONGRAIN – Eurexpan BV-Breda (Pays-Bas)	10 414	334 128	100,00	256 055	256 055	-	-	-	1 087	-
2. Participations (10 % à 50 % du capital détenu par la société)												
France												
SA	Traitement produits laitiers	Lacto Sérums France-Baleycourt (55)	2 203	12 166	18,98	361	361	-	-	90 401	3 132	-
SNC	Prestataire de services	SB AUDIT-Viroflay (78)	75	14	34,92	27	27	-	-	964	20	14
SAS	Holding	Financières Louis-Paris (75)	19 000	- 1 394	19,37	3 680	3 680	-	-	1 727	4 008	-
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations												
2 – Filiales non reprises au paragraphe A												
Filiales françaises (ensemble)			-	-	-	630	630	-	-	-	-	19
Filiales étrangères (ensemble)			-	-	-	16	16	-	-	-	-	-

Résultats des cinq derniers exercices

Art. R225-81, R225-83 et R225-102 du code du commerce.

<i>En euros et unités</i>	2004	2005	2006	2007	2008
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	15 432 216	15 432 216	15 432 216	15 432 216	15 432 216
Nombre d'actions émises	15 432 216	15 432 216	15 432 216	15 432 216	15 432 216
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires HT.	41 878 985	43 513 179	43 911 829	46 254 671	50 247 701
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	26 984 332	25 884 622	14 722 907	114 622 948	9 758 678
Impôt sur les bénéfices	- 6 881 692	- 3 640 981	- 10 384 658	- 7 585 475	- 9 699 456
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	33 597 861	23 563 299	14 746 403	138 892 785	17 484 124
Montant des bénéfices distribués	23 888 128	20 906 312	23 895 328	25 396 363	
Résultat des opérations réduit à une seule action (1 € nominal)					
Bénéfice après impôts mais avant amortissements et provisions	2,19	1,91	1,63	7,92	1,26
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	2,18	1,53	0,96	9,00	1,13
Dividende versé à chaque action	1,60	1,40	1,60	1,70	
Personnel					
Nombre de salariés	2	2	2	2	2
Montant de la masse salariale	228 226	235 196	260 285	219 992	283 565
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	66 978	101 607	135 612	224 195	30 328

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires

BONGRAIN SA
42, rue Rieussec
78220 Viroflay

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BONGRAIN SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme décrit en note 1.6 de l'annexe, votre société détermine la valeur d'inventaire des titres de participation en prenant en considération la quote-part de capitaux propres de chaque filiale ainsi que leur potentiel économique et financier basé sur une actualisation des flux futurs de trésorerie.

Dans le contexte plus spécifique de la crise économique qui entraîne un manque de visibilité sur le futur, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;

la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 14 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Olivier Thibault

KPMG Audit

Didier de Ménonville

ATTESTATION DU DIRECTEUR FINANCIER

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes 2008 figurant dans ce rapport financier sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion, figurant en page 3 de ce rapport financier, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

François Wolfovski

Directeur Général Délégué